

Juin 2013

No. **6**

Les cahiers  
de la Via Campesina



# La Via Campesina: Nos semences, Notre Futur

**20**  **Ans**

La Via Campesina  
Mouvement Paysan International

# La Via Campesina: Nos semences, Notre Futur



## **Secrétariat International :**

Jln. Mampang Prapatan XIV no 5 Jakarta Selatan, Jakarta 12790 Indonesia  
Tel/fax: +62-21-7991890/+62-21-7993426 Email: [viacampesina@viacampesina.org](mailto:viacampesina@viacampesina.org)

## **Photo de couverture : *Vannage de graines de laitue à Schlittern, Autriche***

Photos : Association Arche Noah, Autriche ; Joka Madruga ; Korean Women Peasants Association, Nick Paget, [www.kameradist-wagner.de](http://www.kameradist-wagner.de) ; Union Nationale des Organisations Régionales Paysannes, Mexique ; Campagne des Semences de La Via Campesina ; Shalini Bhutani, Mouvement des Petits Agriculteurs, Brésil ; Réseau Semences Paysannes ; Camila Montecinos

A l'image des expériences décrites dans cet ouvrage, ce cahier est le résultat d'un gros travail collectif pour identifier, écrire, rassembler, traduire, relire et illustrer ces textes. Merci à toutes celles et ceux qui ont contribué à ce que ce cahier n°6 de La Via Campesina voie le jour à temps pour la VIe Conférence Internationale de La Via Campesina.

Cette publication a été rendue possible grâce à l'appui que nous avons reçu du C.S. Fund, du programme Focad du Pays Basque et du Fond international pour Amplifier les Solutions Agro-écologiques.

**Jakarta, Juin 2013**

Les semences occupent une place spéciale dans la lutte pour la souveraineté alimentaire. Ces petites graines sont la base de notre avenir. A chacun de leur cycle de vie, se redéfinit le type de nourriture produite, ainsi que la manière dont elle est produite et par qui. Mais les semences portent aussi en elles l'histoire, la vision collective, les connaissances et les pratiques des communautés paysannes du monde entier qui, à travers des milliers d'années, ont créé le fondement-même de ce que nous sommes aujourd'hui.

Les semences ne sont pas créées une fois pour toutes. Elles ne sont pas des choses, mais font partie d'un processus constant de création. Pour cette raison, les semences sont le lieu de la contestation entre les différentes visions de ce que devrait être le travail de la terre et l'agriculture. Il y a environ 100 ans, l'agriculture a commencé à connaître un processus de transformation, pour s'adapter à une vie industrialisée. Ce processus a mené à la transformation de la production agricole dans de nombreux endroits du monde. La modification des semences a été au cœur de ce phénomène, les semences sont devenues des variétés homogènes et dépendantes du pétrole.

Malgré la domination de l'industrie et ses efforts pour marginaliser, voire criminaliser l'agriculture paysanne, nos semences paysannes ont des racines profondes, qui s'enracinent dans la vie des communautés et même des villes. Partout, les semences paysannes sont revendiquées et réappropriées comme base d'une agriculture durable, saine et juste. Les pages qui suivent mettent en lumière quelques uns de ces endroits où ont lieu les luttes quotidiennes pour nos semences. Ces pages témoignent des échanges, résistances, découvertes et solidarités mises en œuvre par les paysannes et paysans d'Asie, d'Afrique, d'Europe et des Amériques. Ce sont ces peuples et ces agricultures qui font La Via Campesina, et assurent notre avenir.

Pour faciliter la lecture, nous avons souligné certains termes en **caractères gras**. Veuillez vous référer au glossaire pour une définition de ces termes.

# Table des matières

Les paysannes et paysans du monde sont le dernier rempart contre la destruction des semences La Via Campesina .....	1
De la main d'une paysanne à la main d'une autre paysanne : comment les paysannes coréennes protègent leurs semences autochtones Association des paysannes de Corée (KWPA) .....	5
Mozambique : une expérience de sauvetage, de reproduction, d'amélioration et de conservation des semences autochtones Union Nationale de Paysans du Mozambique (UNAC) et Mouvement des Petits Agriculteurs du Brésil (MPA) .....	11
Les luttes menées en Allemagne pour le droit à reproduire les semences. Le paiement de royalties pour les semences de ferme : une menace pour les autres pays ? Arbeitsgemeinschaft bäuerliche Landwirtschaft, Allemagne .....	15
La Communauté et la défense du maïs : l'expérience purépecha Communauté autochtone de Pichataro, dans l'Etat de Michoacan, Union nationale des organisations régionales paysannes autonomes, UNORCA, Mexique .....	19
La résistance paysanne indonésienne pour la souveraineté semencière Youth Food Movement, Indonesia .....	23
La lutte des paysans canadiens pour défendre leurs semences Syndicat national des agriculteurs, Canada .....	27
La production de semences et d'une résistance paysanne dans le sud du Brésil Mouvement des petits agriculteurs, MPA, Brésil .....	30
Ensemencer, produire de la diversité et reconstruire des communautés dans la région Asie Pacifique Campagne pour la conservation et le contrôle communautaire sur la biodiversité, New Delhi, Inde .....	34
Cultiver notre autonomie : une expérience de gestion collective des variétés paysannes en France ARDEAR Rhône-Alpes Réseau Semences Paysannes .....	39
Les mains des femmes récupèrent et sauvent les semences : elles réhabilitent les relations d'amour et le respect envers la terre et la vie Coordination latino-américaine des organisations paysannes - La Via Campesina .....	44
Glossaire .....	48
<b>Encadré</b> UPOV 91 et les « lois Monsanto » .....	18

# Les paysannes et paysans du monde sont le dernier rempart contre la destruction des semences

## La Via Campesina

**Les semences paysannes sont aujourd'hui menacées de disparition. Si nous ne changeons pas le cours de l'histoire, nos enfants n'y auront plus accès pour produire leur nourriture.**

L'agriculture paysanne, locale, communautaire, vivrière ou familiale, produit encore 75 % de la nourriture consommée sur la planète, tandis que 90 % des paysans du monde, qui ne sont ni mécanisés, ni motorisés, produisent eux-mêmes la plupart de leurs semences. Cet état de fait est insupportable pour les sociétés transnationales (STN), qui ont décidé d'y mettre fin. Elles ont déjà réalisé ce programme dans les pays riches : quelques variétés industrielles « améliorées », presque toutes identiques les unes aux autres, y ont déjà remplacé, dans les champs, l'immense diversité des semences paysannes. Elles veulent désormais l'étendre à toute la planète :

- Tout d'abord en ouvrant l'ensemble des frontières aux produits de l'agriculture industrielle subventionnée des pays riches, afin de ruiner tous les petits paysans qui pratiquent l'agriculture paysanne ;
- Ensuite en volant les terres et l'eau, indispensables aux cultures ;
- Et désormais en interdisant toutes les semences paysannes pour les remplacer par les semences industrielles **brevetées**.

Les luttes victorieuses contre les **OGM** montrent que les paysans et les citoyens du monde peuvent refuser ce programme. L'obligation d'étiquetage permet de les refuser dans de nombreux pays. Mais de nouveaux brevets sur des semences non étiquetées OGM sont en train de conquérir les champs. Les STN s'en servent pour s'emparer de toutes les semences. Celui qui contrôle les semences contrôle le droit à l'alimentation, la souveraineté alimentaire et la souveraineté politique des peuples. C'est pourquoi La Via Campesina a fait le serment de ne jamais abandonner aucune de nos semences entre les mains d'une poignée de STN cupides.

### **La diversité et la variabilité des semences paysannes contre la standardisation des semences industrielles**

Sélectionnées et reproduites par les paysans dans leurs champs de cultures agricoles, les semences paysannes s'adaptent par elles-mêmes à la diversité et à la variabilité des terroirs, des climats, des pratiques agricoles, ainsi que des besoins nutritionnels et culturels locaux. Leur diversité et leur variabilité sont la carte maîtresse de cette adaptation locale constamment renouvelée. A l'inverse, les variétés industrielles « améliorées » sont standardisées pour s'adapter, partout, au même paquet technologique, sans lequel elles sont incapables de pousser : engrais et pesticides chimiques, grosses machines et grands travaux d'aménagement

destructeurs des sols, des arbres et des réserves d'eau disponibles. Tout ce paquet technologique est issu de l'énergie du pétrole.

Interdire aux paysans d'échanger leurs semences paysannes parce qu'elles ne sont pas standardisées selon les normes industrielles, c'est ruiner les petits paysans pour les remplacer par l'énergie du pétrole. Aujourd'hui, nous avons, d'un côté, une agriculture industrielle qui consomme plus d'énergie qu'elle ne produit de carbone. Dépendante du pétrole, elle réchauffe la planète, détruit les sols et empoisonne l'eau, l'air et l'environnement. Remplacer le pétrole par les agrocarburants et d'autres transformations industrielles des plantes réchauffera encore plus la planète.

De l'autre côté, des millions de paysans sans terre et de chômeurs ne demandent qu'à remplacer l'énergie du pétrole pour mettre leur travail à la disposition d'une agriculture paysanne et biologique nourricière, saine, économe et capable de refroidir la planète. Avec des paysans nombreux, cette agriculture paysanne produit, sur une même surface, toujours plus de nourriture que l'agriculture industrielle. Mais, sans semences paysannes, il n'y a pas d'agriculture paysanne. Leur immense diversité leur permet de s'adapter sans intrants chimiques à la diversité des milieux de culture et aux variations du climat.

L'industrie veut remplacer cette diversité par quelques variétés « améliorées » pour s'adapter partout aux mêmes engrais et pesticides chimiques et aux mêmes machines qui remplacent les paysans dans les champs. Mais elle ne peut pas produire ses semences améliorées sans puiser dans le patrimoine des semences paysannes. C'est pourquoi elle a mobilisé les États pour collecter les semences paysannes au fur et à mesure qu'elle les a interdites dans les champs, puis les enfermer dans les **banques de gènes** mises à sa disposition. Elle sait aussi que les millions de petits paysans qui pratiquent l'agriculture vivrière n'ont pas d'argent pour acheter ses semences « améliorées » et le paquet technologique associé : jusqu'à aujourd'hui, elle ne leur a jamais imposé ses lois d'interdiction des semences paysannes, afin qu'ils puissent continuer à renouveler la diversité génétique dont elle a besoin.

Les paysans qui ont perdu leurs semences locales ne peuvent pas en sélectionner de nouvelles avec les semences standardisées du commerce, toutes « droguées » aux engrais et aux pesticides. Mais ils peuvent encore chercher des semences chez leurs collègues qui pratiquent l'agriculture paysanne vivrière. Malgré de nombreux obstacles, ils peuvent aussi récupérer, dans les banques réfrigérées, les semences locales de leurs parents, puis les sélectionner pour les adapter à l'agriculture paysanne d'aujourd'hui.

### **Les transformations génétiques : risques pour notre santé et vol de nos semences**

L'industrie manipule désormais les plantes avec les nouvelles technologies de la **biologie moléculaire** pour leur faire produire des insecticides ou tolérer les herbicides. Ces deux sortes de plantes sont les deux OGM les plus communs. L'industrie promet de fabriquer demain les gènes de résistance au manque d'azote,

au sel, à l'excès d'eau ou à la sécheresse. D'un côté, les paysans n'acceptent pas ces semences dangereuses, parce qu'elles impliquent des risques pour la santé humaine et pour l'environnement. Ils savent que les OGM ne sont pas sains et, tant qu'ils le peuvent, ils nourrissent leurs communautés avec leurs propres semences. D'un autre côté, on lutte contre les OGM parce que les brevets qui les accompagnent détruisent la souveraineté alimentaire des peuples. Il ne s'agit en fait que de d'une façon de détruire l'autonomie paysanne. Les OGM et les brevets contaminent nos champs et nous interdisent après l'usage de nos propres semences.

Pour fabriquer les OGM de demain, les STN pensent pouvoir se passer des graines vivantes ; elles n'ont plus besoin de conserver leur capacité à germer pour faire naître des plantes et se contentent de leurs cadavres congelés dans la grande banque de gènes « de l'apocalypse » de Svalbard en Norvège. C'est pourquoi elles ont décidé de laisser mourir les banques de gènes nationales qu'elles ne contrôlent pas et d'imposer partout leurs **lois Monsanto** [voir encadré UPOV 91 et les « lois Monsanto » page 18], afin de supprimer les millions de semences paysannes encore vivantes dans les champs de l'agriculture vivrière.

### **Les paysans et paysannes du monde luttent pour la vie**

Mais la vie est toujours plus forte que ceux qui veulent la tromper : les nouveaux gènes de l'industrie sont contournés par les insectes, les champignons, les microbes ou les adventices, résistants en moins de temps qu'il n'en faut pour en fabriquer d'autres. La course à l'appropriation de toutes les semences ne mène qu'à la mort. Seuls les paysans sont capables d'offrir une alternative à ce suicide programmé en continuant à conserver, à sélectionner, à reproduire, à échanger et à diffuser leurs semences locales. Ce travail collectif se développe, partout dans le monde, au sein des « maisons, des greniers, ou des cases locales de semences paysannes gérés par les communautés ».

Si les savoirs paysans de sélection et de conservation des semences disparaissent avec les anciens, nos enfants seront à la merci des STN. Si les paysans ne vont pas, dès aujourd'hui, chercher dans les banques réfrigérées encore accessibles, les semences de leurs parents, indispensables à leurs nouvelles sélections, demain, ils n'y trouveront plus rien. C'est pourquoi La Via Campesina développe sa campagne semences autour de deux axes :

- 1) Echanger les savoir-faire de paysan à paysan, s'organiser collectivement pour produire et conserver localement nos propres semences destinées aux agricultures paysannes et biologiques,
- 2) Combattre les « lois Monsanto », inscrire dans les lois de chaque pays et au niveau global la reconnaissance des droits inaliénables des paysans de conserver, d'utiliser, d'échanger, de vendre et de protéger leurs semences.

Cet ouvrage présente quelques unes des expériences positives menées dans les divers continents par les organisations de La Via Campesina. Ces expériences sont le fondement des politiques publiques de conservation et d'utilisation durable des



**ressources génétiques** des plantes, et d'application des droits des paysans définis aux articles 5, 6 et 9 du **Traité des semences** de la FAO. Si le Traité et les autres institutions internationales ne veulent pas les faire respecter, La Via Campesina et ses partenaires se chargeront de les mettre en application pays par pays.



Célébration en l'honneur des semences pendant les Journées de l'Agroécologie à Paraná, Brésil.



# **De la main d'une paysanne à la main d'une autre paysanne : comment les paysannes coréennes protègent leurs semences autochtones**

## **Association des paysannes de Corée (KWPA)**

### **Les paysannes coréennes et les semences autochtones**

Selon un ancien proverbe coréen : « Quand une paysanne meurt, elle meurt avec la tête sur ses semences ». Pour les paysannes de Corée, les semences représentent plus qu'une source de nourriture. Elles représentent l'Histoire et la culture transmises par les ancêtres.

Les paysannes qui donnent et chérissent la vie méritent respect et admiration pour leur rôle de protectrices des semences paysannes. Mais, de plus en plus, ce rôle est contesté par les entreprises transnationales. Voilà pourquoi dans l'Association des paysannes coréennes (KWPA), nous nous battons pour que les paysannes puissent retrouver leurs droits fondamentaux. C'est ainsi que nous avons créé le Mouvement des semences autochtones.

### **Le KWPA et le Mouvement des semences autochtones**

Le KWPA travaille aux côtés de La Via Campesina dans une lutte commune pour la protection des semences paysannes. La protection de nos semences fait partie du mouvement plus général en faveur de la souveraineté alimentaire.

En 2006, les paysannes coréennes ont initié le Mouvement « United Farm Plot » (Unissons nos champs). Au départ, lors d'un échange entre la Corée du Nord et la Corée du Sud, des paysannes ont planté des semences autochtones, créant ainsi un fond d'échanges inter-coréens. Nous avons continué en 2007, en concentrant notre travail sur la localisation des semences autochtones, puis nous nous sommes renseignées sur le travail réalisé sur les semences dans les autres pays et sur les semences traditionnelles coréennes. La même année, un Forum international sur les semences a rassemblé des paysannes d'Asie de l'Est et du Sud-Est. L'objectif était de développer un système de protection des semences autochtones dans chaque pays.

En 2008, des semences autochtones ont été plantées sur près de 1 000 mètres carrés de champs dans deux endroits différents. Une ferme semencière a été établie pour augmenter la production. Des membres du KWPA ont aussi organisé des discussions et des formations sur les raisons de l'importance des semences paysannes. Au delà des paysannes, nous voulons atteindre ceux et celles qui ne sont pas paysans et les engager dans notre combat.

### **L'éducation du consommateur**

En 2008, lorsque le gouvernement coréen a commencé à importer de grandes quantités de semences de maïs **génétiquement modifiées** pour la production alimentaire, nous avons commencé à essayer d'augmenter l'intérêt suscité par les semences. En raison de ces importations, que les citoyens coréens le veuillent ou non, ils n'avaient pas d'autre choix que de consommer ce maïs à risque.

Le KWPA, en coopération avec des groupes de défense de l'environnement, a répondu par un nouveau projet, dont l'objectif était de bloquer les importations de farine de maïs génétiquement modifié. Mais nous voulions aussi remplacer ce maïs par des variétés paysannes. Avec l'aide des groupes de la société civile, nous avons planté des semences de maïs autochtones et les avons échangées. Nous avons reçu tant d'encouragements que nous avons décidé d'étendre notre mouvement avec le slogan « Dix mille wons de bonheur » (le won étant la monnaie coréenne). Tous ceux qui voulaient soutenir les semences autochtones pouvaient investir dix mille wons (9 \$), en échange de quoi ils recevaient des produits provenant de ces semences paysannes. Une partie de cet argent a aussi contribué à un fonds de protection des semences traditionnelles.

### **Garder les semences dans la communauté : les fermes semencières**

Le KWPA gère aussi une ferme semencière, dont l'objectif est de planter des semences traditionnelles de façon plus professionnelle et collective. La ferme est un champ où les semences autochtones sont plantées et distribuées aux paysans. La première ferme a été créée en 2008. Aujourd'hui, nous en avons dans tout le pays, dans les 15 grandes villes et provinces.

Dans chaque ferme, 20 à 30 différentes variétés de semences menacées sont plantées et cultivées en utilisant des méthodes traditionnelles. Dans chaque région, les paysannes pratiquent une culture collective.

La plantation et la récolte dans ces champs visent uniquement à augmenter les semences et ne sont pas destinées à la production alimentaire. Les semences sont distribuées aux femmes de la région. Les fermes promeuvent aussi les échanges de semences et le partage des connaissances. La recherche et l'organisation de festivals de semences sont aussi une partie importante du travail de chaque ferme. Ces semences ne sont pas des produits industriels, elles sont plantées et cultivées par des paysannes !

### **Une paysanne, une variété de semence**

Une part importante du travail du KWPA est le programme « Une paysanne, une variété de semence ». Dans ce programme, chaque paysanne est responsable d'une variété de semence autochtone. Les semences sont conservées sur des parcelles familiales et les semences récoltées sont également données à d'autres paysannes. Cependant, la responsabilité des paysannes ne s'arrête pas à la conservation des semences, elles doivent aussi faire prendre conscience au public que l'approvisionnement en semences n'est pas la tâche des entreprises mais le droit de chaque paysan.

Au début, nous étions frustrées car nous ne savions pas où trouver les semences autochtones en voie de disparition. Nous avons besoin d'un vrai mouvement pour les recouvrer. En collaboration avec des experts en semences, des membres du KWPA sont allés rechercher des semences autochtones dans leur propre région. Ils ont constaté que 90 % des personnes qui conservaient encore ces semences, étaient des femmes, mais que la majorité d'entre elles étaient âgées. Notre objectif n'était pas seulement de retrouver les semences, mais aussi d'en apprendre plus sur leurs qualités, les méthodes de culture et l'historique de leurs différentes utilisations.

L'île de Jeju offre un bon exemple des efforts systématiques que nous avons menés à l'échelle locale. Le KWPA y effectue depuis l'année dernière des recherches sur les semences autochtones et est sur le point de publier un livre sur cette expérience. L'ouvrage présente les semences autochtones de Jeju et décrit les paysannes qui s'en sont occupé. Il décrit aussi les caractéristiques des semences et la manière dont elles sont cultivées. Nous avons l'intention de produire des guides de ce type pour chaque principale région de Corée.

Plus nous créons des supports retraçant l'histoire des semences autochtones coréennes et les expériences qui y sont associées, plus les gens s'y intéressent. Mais ils s'intéressent ainsi également à l'agriculture et à ce que font les paysans, car il s'agit d'une recherche sur les semences autochtones, effectuée par des paysans !

### **Le festival des semences autochtones**

Nous avons organisé des festivals des semences pour les paysannes qui conservent les semences, mais aussi pour tous les paysans qui se sont joints à la lutte. Des semences de l'année précédente, provenant de tout le pays, sont exposées lors du festival, échangées et distribuées. Les paysannes partagent leurs expériences et expliquent comment elles protègent les semences et comment elles travaillent avec les personnes extérieures au milieu paysan. Les vedettes du festival étaient les paysannes, les femmes qui s'occupent des semences et, bien sûr, les semences elles-mêmes.

Le travail avec des paysannes et des semences est un travail très spécial. Lorsque nous expliquons aux paysannes l'importance des semences, beaucoup comprennent très rapidement : « Bien sûr, c'est comme ça que nous faisons dans le temps » disent-elles. C'est avec un grand enthousiasme qu'elles recommencent à travailler avec des plantes autochtones.

Le processus d'éducation des consommateurs est semblable. Lorsque nous donnons des conférences, ils nous disent : « Je ne m'étais pas rendu compte que la Corée avait perdu ses droits sur les semences » ou alors nous demandent : « Que pouvons-nous faire pour aider ? » Nombre d'entre eux se sont joints à la lutte.



Échanges des semences, Hamahn, sud de la province de Kyungsang, Corée du Sud.

### **Changement climatique et nouveaux défis**

D'année en année, les changements environnementaux s'aggravent. Les semences autochtones sont plus résistantes aux effets du changement climatique. En dépit de cela, nous sommes confrontés à de nouveaux défis, difficiles à surmonter.

Par exemple, de décembre 2009 à mars 2010, nous n'avons eu que 30 jours de soleil. La neige et la glace ont affecté les bourgeons des pêchers. Les vagues de chaleur et les pluies excessives ont fait monter le prix du chou chinois que nous utilisons pour préparer notre nourriture de base, le Kimchi. Le prix du chou a atteint 15 000 wons (environ 13 \$) la pièce, entraînant un mécontentement général. En septembre de la même année, le typhon Kompasu a dévasté les champs, et la récolte de riz a été la plus faible en 30 ans. Le rendement des autres récoltes a aussi diminué de presque 20 %.

Bien que nous soyons expertes dans la production alimentaire, nous, les paysannes fières de notre travail, ne pouvons que baisser les bras devant ces dérèglements climatiques atteignant des records. Nous nous rendons bien compte que nous subissons de graves changements climatiques pour la première fois. Nous n'avons aucun souvenir de changements environnementaux de cette ampleur et cela menace les semences paysannes.

### **Mettre fin à notre dépendance vis-à-vis de l'industrie**

Quand les paysannes recommencent à cultiver des semences autochtones, un certain apprentissage est nécessaire. Ne connaissant pas les caractéristiques spécifiques des semences paysannes, elles avancent par tâtonnements.

Par exemple, pour la première fois de leur vie, les paysannes plantent du maïs autochtone. Puisqu'elles n'ont jamais planté que des souches améliorées, elles s'inquiètent quand le maïs ne pousse pas autant. De plus, elles ne savent pas exactement quand il faut le récolter. Heureusement certaines femmes plus âgées se sont souvenues que le maïs autochtone n'atteignait jamais la taille des variétés améliorées. Donc, chaque jour, elles retirent un peu de la spathe pour vérifier les grains. Si elles attendent trop longtemps pour le récolter, le maïs ne se ramollit pas à la cuisson, causant des problèmes aux consommateurs.

Quelles sont les raisons de ces problèmes ? Lorsqu'un paysan achète ses semences dans un magasin, il demande tout simplement quand les planter et quand les récolter, et suit les instructions des entreprises semencières. Il arrête donc d'observer les plantes. L'exemple du maïs démontre donc qu'en dépendant de l'industrie, les paysans ont oublié comment cultiver de manière adéquate. Les yeux des paysans ne pouvaient plus reconnaître à quel moment exact il fallait procéder à la récolte.

Les paysannes dépendent des achats de semences, d'engrais et d'autres produits chimiques, de matériel agricole et même de cultures microbiennes dans le cas d'agriculture biologique ; d'où une perte de connaissances, de ressources et d'autonomie.

### **Tirer des leçons de l'expérience des autres paysans**

Mais le retour à une agriculture traditionnelle n'est pas toujours facile. Même les paysannes les plus expérimentées ne savent pas comment cultiver des semences autochtones, au début. Nous avons beaucoup de questions sur ces semences, mais aussi beaucoup de nouvelles histoires. Il y a tellement d'histoires que nous pouvons passer de longues soirées à les raconter sans en arriver à la fin. Ce sont des expériences uniques et de grande valeur. Nous avons commencé à écrire ces histoires, que les paysannes nous racontent, et à les partager avec nos voisins.

Protéger nos semences autochtones, c'est aussi lutter contre les technologies agricoles industrielles, qui sont incompatibles avec ces semences. Nous nous opposons aux règlements de l'**UPOV** qui sont entrés en vigueur en Corée depuis 2012. Le ministre coréen de l'Agriculture promeut également les **OGM**, et nous sommes aussi confrontés aux problèmes du maïs génétiquement modifié qui contamine le maïs que nous utilisons pour notre alimentation. Ce ne sont là que quelques unes des nombreuses menaces qui pèsent sur notre travail avec les semences.

Ce n'est qu'en partageant notre expérience avec d'autres paysannes et en reproduisant les semences nous même que nous pouvons les protéger. Certaines personnes encouragent la préservation des semences en les congelant dans des

banques de semences, mais le KWPA pense qu'il est plus important de les préserver en les plantant. Nous sommes en train de mettre en place un centre de distribution de semences autochtones pour que les paysannes de chaque région puissent cultiver des plantes autochtones à tout moment. L'objectif est de mettre en opération des centres de distribution dans chaque région de la Corée. Dans ces centres, les paysannes peuvent obtenir des semences, les échanger et partager des informations sur les soins à leur apporter. Quand les plantes sont récoltées, les semences peuvent être rapportées aux centres de distribution pour en faire profiter d'autres paysannes. C'est ainsi que les semences autochtones se multiplient.

Le KPWA veut recouvrer les droits des paysans aux semences, la meilleure arme contre une production utilisant des produits chimiques. Les paysannes continuent à travailler avec des personnes extérieures au milieu paysan, afin de trouver, de sélectionner et de protéger nos semences autochtones. Ce sont les semences qui vont non seulement créer la souveraineté alimentaire, mais aussi créer une nouvelle société.



# **Mozambique : une expérience de sauvetage, de reproduction, sélection et de conservation des semences autochtones**

## **Union Nationale de Paysans du Mozambique (UNAC) et Mouvement des Petits Agriculteurs du Brésil (MPA)**

Les paysans du Mozambique développent actuellement des systèmes paysans de semences autochtones, par le biais d'un échange entre l'Union Nationale des Paysans du Mozambique (UNAC) et le Mouvement des Petits Agriculteurs du Brésil (MPA), deux organisations membres de La Via Campesina. L'expérience est le fruit de la solidarité et de l'internationalisme entre les paysans, ainsi que de l'identité paysanne des mouvements dans la lutte, et fait partie de la campagne « Les semences, patrimoine des peuples au service de l'humanité ».

Cette expérience impliquée plus de 4 500 paysans et paysannes des Associations et Coopératives de l'Union des Coopératives Agricoles de Marracuene (UCAM), située dans la province de Maputo. En plus de ceux-ci, 100 paysans ont été en contact direct avec l'activité.

Préoccupée par la question de la souveraineté alimentaire, l'UNAC a initié une recherche de partenariat pour renforcer les systèmes paysans de production, par le biais de la récupération, la reproduction, l'amélioration et la conservation des semences autochtones. En 2008, la direction de l'UNAC, reconnaissant l'expérience du MPA au Brésil dans le domaine des semences autochtones et de la paysannerie, a ainsi proposé cet échange, qui a débuté en 2012.

### **Les paysans du Mozambique et les semences coloniales**

Avant la période coloniale, les paysans mozambicains utilisaient des semences autochtones, produites par la communauté elle-même. Avec l'invasion portugaise au 16<sup>ème</sup> siècle, la venue d'agriculteurs étrangers a rendu possible l'introduction de nouvelles cultures au Mozambique, pour produire des aliments qui n'étaient pas essentiels (coton, sisal). Dans ce processus, beaucoup d'esclaves ont servi de main-d'œuvre. Cela a réduit le nombre de paysans autonomes dans la production et la reproduction de cultures alimentaires, ce qui a entraîné une perte de variétés des semences autochtones.

Avec l'indépendance, en 1975, et l'expulsion des colons portugais, les paysans du Mozambique ont initié une nouvelle phase. Ils avaient désormais leurs propres *machambas* (zones de culture). Cependant, la population masculine, forcée à travailler pour les colons lors de la colonisation, a perdu la culture du travail de sa propre terre. Cela a poussé une grande partie des hommes à chercher du travail dans les mines d'or et de diamant, principalement en Afrique du Sud.

Avec le départ des colons et le début de la guerre civile, en 1976, le Mozambique plonge dans une crise alimentaire grave, essentiellement du fait des conditions dans lesquelles se trouvent les paysans mozambicains, qui manquaient alors d'infrastructures, d'équipements et de semences. Avec l'intensification de la guerre civile, de nombreux paysans ont dû abandonner leurs *machambas* et fuir vers les villes et les villages. De nombreuses variétés de cultures ont alors été détruites, car il n'a plus été possible de recueillir et de conserver des semences de certaines d'entre elles.

Pendant cette période, le gouvernement crée la SEMOC (Semences du Mozambique), afin de produire des semences améliorées pour les paysans, mais cette tentative ne réussit pas. Ce n'est qu'après 1992, une fois la guerre finie, que les paysans ont commencé à reprendre leurs terres et à produire des aliments. Actuellement, 90 % des semences utilisées dans les cultures agricoles au Mozambique sont autochtones, et 10 % sont issues de variétés commerciales.

### **Récupération et reproduction de semences**

L'expérience de renforcement des systèmes paysans de production au travers de la récupération et de la reproduction de semences, par le biais de l'échange entre le MPA et l'UNAC, possède une nouvelle dimension. Jusqu'alors les paysans produisaient leurs propres semences, mais ils n'établissaient pas de différence entre un champ destiné à la culture de semences et un champ destiné à la production d'aliments. Ce mode de production, essentiellement lorsqu'il s'agissait de cultures à pollinisation ouverte, comme c'est le cas pour le maïs, causait des dégâts. Cela intervient, par exemple, lorsque les paysans extraient des semences de quelques plantes, avec, comme conséquence, une réduction du potentiel productif de la variété en question.

Il ne s'agit pas seulement de sauver, produire, améliorer et conserver les semences des espèces autochtones, grâce à des formations techniques sur les systèmes de production paysans qui se centrent sur la question des semences ; il s'agit également de former, grâce à ce programme, des dirigeants, des techniciens et des paysans qui poursuivront durablement ces pratiques.

Quatre cultures ont été définies comme espèces de travail : le maïs, le haricot *nhemba*, la cacahuète et le manioc, pour un total de 10 variétés de ces cultures. Pour chaque variété, un champ destiné à l'amélioration et à la production des semences est implanté. Les champs sont installés près du siège de l'Union des Paysans de Marracuene (UCAM) et de quatre associations et coopératives communautaires, définies selon les espèces et variétés cultivées dans chacune d'elles. Que ce soit au siège de l'UNAM (dans la Province de Maputo) ou dans les associations, l'on dispose de terres collectives, ce qui impliquera davantage de paysans dans l'implantation des champs. L'UCAM est constituée de 38 associations et coopératives communautaires.

### **Travailler à nouveau avec les semences**

Suivant les plans établis, des associations et des coopératives ont été visitées, afin d'initier le processus de formation auprès des paysans, et les zones où seraient

implantés les champs ont été visualisées. Des formations politiques et techniques ont été réalisées, qui ont permis de discuter des critères pour définir les espèces et les variétés qui constituaient les cultures déjà cultivées par l'association : celles en risque d'extinction, celle revêtant une importance majeure pour l'alimentation et celles dont les excédents pourraient être facilement vendus.

Les critères choisis étaient que les semences devaient être mises à disposition par les membres des associations de paysans locales, et que trois membres au moins devraient les garder. Ainsi, les paysans peuvent conserver assez de diversité pour une même variété. Une fois définies les espèces et les variétés, on a défini le local et la taille des champs, en se basant sur des critères tel que l'aspect collectif des terres, leur fertilité et l'isolement des cultures. La taille des champs a été établie selon le besoin de semences de chaque association ou coopérative, sachant qu'une partie des semences servira à créer une maison de semences au siège de l'UCAM.

Le semis a débuté en septembre 2012, au moment des premières pluies, et s'est finalisé en décembre de la même année. Il a été réalisé dans certains champs suivant les techniques déjà utilisées par les paysans, avec, dans le cas du maïs, l'utilisation de la technique semence à semence (grain à grain). Le binage (manipulation de plantes spontanées) s'est fait de façon manuelle, avec l'utilisation de bêches. Lors du binage, les champs ont été nettoyés lorsque nécessaire.

La récolte s'est faite en deux temps. Dans un premier temps, une sélection massale a été faite, devant être réalisée au moment de la maturation, selon laquelle les meilleures plantes ont été cueillies pour servir de base au champ de semences de la prochaine culture. Dans un second temps, le reste du champ, déjà sec, a été récolté, et après une sélection des épis, plantes et gousses, cette récolte sera destinée à la production d'aliments lors de la prochaine saison.

Une fois la récolte et la sélection réalisées, le battage, le séchage, le nettoyage/traitement et le stockage des semences ont été effectués. Les cultures ont été accompagnées au niveau technique par les camarades du MPA et par l'équipe de développement rural de l'UCAM. Ils ont effectué des visites pour suivre les processus de semis, germination, développement, floraison, récolte, battage,



séchage,  
nettoyage/traitement et  
emballage.

*Production de choux,  
Province de Matola,  
Mozambique.*

### **Après une année de partage, d'apprentissage et de culture**

Le succès de cette expérience est visible dans les résultats obtenus dès la première année de travail. Plus de 100 paysans ont bénéficié d'une formation politique et technique sur les systèmes paysans de production de semences ; un groupe d'étude a été créé sur ces systèmes, se concentrant sur la question des semences, composé de dirigeants de l'UCAM, de techniciens dans le domaine du développement rural de l'UCAM et des paysans de 11 associations ou coopératives communautaires. L'ensemble des champs a été implanté sur des terres collectives, ce qui a permis davantage d'apprentissage et d'échanges entre les paysans. Sur les 10 champs prévus dans le projet, 7 ont été implantés : 2 de maïs, 1 de nhemba, 2 de cacahuète et 2 de manioc.

Parmi les semences produites dans les champs, une partie a été donnée aux membres qui ont participé au travail, afin qu'ils s'en servent sur leurs *machambas* lors de la prochaine culture, tandis que l'autre partie a été stockée dans une maison des semences, en passe d'être organisée au siège de l'UCAM. Ainsi, les semences seront mises à disposition des associations ou coopératives qui feront partie de l'expérience de production de semences de la prochaine culture, et qui s'engageront à donner une partie de la production à la maison des semences. Toutes les variétés cultivées possèdent des semences pour la continuité de l'expérience. Par ailleurs, l'excédent sera mis à disposition des agriculteurs, pour la production d'aliments.

Les défis de cette expérience résident dans la consolidation du travail à Marracuene, en impliquant toutes les associations et coopératives membres de l'UCAM et le plus grand nombre de paysans possible, l'augmentation du nombre d'espèces et de variétés et l'augmentation de la production de semences pour répondre aux besoins de tous les agriculteurs, dans d'autres lieux de Maputo, mais aussi dans tout le Mozambique. Un groupe d'études proposant des formations en continu a été créé, dont l'objectif est de poursuivre cette expérience. Le MPA jouera un rôle de suivi et d'accompagnement de l'expérience. Au niveau national, l'UNAC a constitué un groupe de travail qui agira sur la question des semences au niveau politique, mais aussi au niveau de la régulation et de la coordination internationale.

Une paysanne ayant participé à cet échange a donné son opinion sur cette expérience : « Après cette formation, je me réjouis d'avoir connu de nouvelles techniques de culture, de récolte et de sélection de nos semences. De plus, j'aurai désormais une meilleure production de maïs. Nous n'avons pas seulement appris de nouvelles manières de sélectionner les semences, nous avons également grandi, et continué à créer des liens grâce à La Via Campesina et à la solidarité des camarades du MPA », affirme Margarida Munguambe Cumbe, paysanne membre de l'équipe de dirigeants de l'UCAM.

# Les luttes menées en Allemagne pour le droit à reproduire les semences. Le paiement de royalties pour les semences de ferme : une menace pour les autres pays ?

## Arbeitsgemeinschaft bäuerliche Landwirtschaft, Allemagne

Notre droit millénaire à ressemer les graines de nos récoltes est menacé, tandis que les agressions contre les paysans et paysannes européens augmentent. Cette situation n'est pas marginale et ne concerne pas uniquement l'Europe. Des évolutions similaires touchent les paysan(ne)s partout dans le monde, y compris en Amérique latine et en Afrique.

A la fin des années 90, l'Association des obtenteurs allemands, qui représente l'industrie semencière, a commencé à envoyer des questionnaires à des milliers de paysan(ne)s allemand(e)s. Ils entendaient ainsi savoir ce qu'ils cultivaient dans leurs champs, quelles variétés ils utilisaient, et combien de semences ils avaient acheté. Cette « curiosité » est liée au fait que, selon les lois de **Protection des obtentions végétales**, les paysan(ne)s allemands doivent payer des **royalties** ou des frais aux obtenteurs s'ils conservent et réutilisent les semences qu'ils ont achetées aux entreprises semencières.

L'industrie veut savoir ce que les paysan(ne)s plantent, afin de continuer à leur prélever ces frais si ces derniers réutilisent les semences. En Allemagne, les frais s'appliquent aux paysan(ne)s qui sèment des cultures comme les céréales, les légumineuses et les pommes de terre. Mais l'industrie espère aussi étendre cette approche à d'autres cultures et restreindre les types de variétés de semences que les paysans sont autorisés à réutiliser. En France, les paysans doivent aussi payer des royalties quand ils vendent leurs récoltes de blé tendre, et depuis 2011, des propositions de loi sont faites pour étendre cette méthode à toutes les cultures du pays.

En 1998, certains paysan(ne)s du groupe de travail allemand sur l'agriculture paysanne (Arbeitsgemeinschaft bäuerliche Landwirtschaft, ou AbL) ont fondé une organisation ayant pour but de résister contre ces royalties ou droits à payer. AbL est une organisation membre de La Via Campesina représentant environ 1 700 petites et moyennes exploitations agricoles en Allemagne, qui lutte contre la dépendance de l'agriculture vis-à-vis de l'industrie. La nouvelle organisation contre le paiement des royalties a commencé à refuser de fournir des informations sur ce que les paysans cultivaient sur leurs terres et sur les semences qu'ils utilisaient. Ils ont été poursuivis en justice pour cela. Dans un premier temps, ils ont perdu plusieurs affaires devant les tribunaux administratifs. Puis, après plus d'une décennie de combats, en 2001, leur affaire a été portée devant la Cour suprême

allemande et, en 2003, devant la Cour européenne de justice. « Les obtenteurs nous ont poursuivis plus de 1 000 fois, mais la Cour suprême s'est finalement prononcée en notre faveur sur les points essentiels », explique Georg Janssen, d'AbL. « A présent, nous ne sommes plus obligés de fournir des informations générales sur ce que nous cultivons, sauf quand on utilise les graines spécifiques d'une entreprise. » En outre, les personnes qui proposent des services de nettoyage et de séchage des semences n'ont pas le droit de révéler cette information aux entreprises, et le montant des frais à payer a également été diminué.

L'organisation établie pour lutter pour le droit des paysans à conserver leurs semences compte désormais plus de 1 000 membres. 40 000 paysans à travers toute l'Allemagne refusent maintenant de fournir des informations à l'industrie semencière. AbL continue d'être active auprès du public et à maintenir les paysan(ne)s informé(e)s sur le sujet. L'organisation veut faire passer le message selon lequel la reproduction de semences est une responsabilité incombant à la société dans son ensemble, et non pas à l'industrie : le type de semences que nous avons déterminé la manière dont nous cultivons et le type de nourriture que nous mangeons. Mais c'est un combat difficile. Les entreprises semencières allemandes et européennes exercent un important pouvoir pour influencer les politiques de réglementation des semences dans l'Union européenne.

Depuis très récemment, la mise en place de nouvelles lois est promue au niveau européen. Ces lois vont encore limiter la possibilité des paysan(ne)s d'utiliser et d'échanger leurs semences. Ces lois exigent, par exemple, qu'une trace soit gardée de chaque semence entrant et sortant d'une ferme, afin de stopper les échanges de semences entre paysans. Les paysans seront donc obligés d'acheter des semences certifiées s'ils veulent éviter d'être persécutés et forcés à payer pour avoir utilisé les semences « illégales » de leurs voisins. Et ils seront poussés à ne pas les réutiliser, sous peine de devoir payer d'autres royalties ou frais. En fin de compte, il sera plus coûteux et risqué de conserver des semences plutôt que d'en acheter des commerciales !

AbL a beaucoup travaillé à encourager des mesures de sensibilisation au sujet de cette situation, car elle affecte d'autres pays. Au cours des réunions de La Via Campesina, cette situation est discutée. « Au cours des discussions, nous convenons que les expériences vécues en Allemagne sont importantes pour d'autres pays d'Europe », explique Georg Janssen.

Mais le problème s'étend au-delà de l'Europe. En général, il est lié aux réglementations de la protection des obtentions végétales qui touchent de nombreux autres pays, en particulier la dernière version de l'**UPOV**, connue sous le nom d'UPOV 91 (voir encadré p.18). En Amérique latine, l'UPOV 91 est imposée de manière agressive dans de nombreux pays. Parfois, cela a été le résultat de législations particulières, mais elle est également appliquée sans que le public ne soit au courant, par le biais de décrets, arrêtés ou règlements administratifs.

Par exemple, les producteurs de fruits du Chili ont été forcés à choisir de payer des royalties chaque saison, s'ils refusaient de voir leurs arbres déracinés. Les paysans



colombiens ont subi des confiscations massives de leurs semences et récoltes de riz, et risquent de connaître le même sort si leurs semences ou cultures ressemblent à l'une des variétés privatisées ! Il est désormais courant, en Amérique latine, pour les services publics de vulgarisation agricole ou pour les services de prêts, de demander une preuve d'achat de semences certifiées chaque saison, ou une preuve de paiement des royalties correspondantes. En Afrique, où les semences de ferme représentent 90 % des semences utilisées, une pression très forte est aussi exercée pour appliquer des systèmes similaires de protection des obtentions végétales fondés sur l'UPOV 91. S'ils se transforment en loi, ils causeront des ravages similaires à ceux qui se sont produits en l'Amérique latine.

Cette situation très grave, qui nuit aux paysans et aux paysannes, à travers le monde, doit cesser. Les paysans ont le droit fondamental de choisir avec quelles semences ils souhaitent travailler. Il s'agit d'une pratique millénaire qui est à l'origine de la diversité des cultures qui existent aujourd'hui. Les paysans et les paysannes ne doivent pas renoncer à leur autonomie, ni à leurs semences comme base de la souveraineté alimentaire, au risque de rendre l'industrie semencière encore plus rentable. La lutte des paysans allemands est importante pour les paysans du monde entier, car les lois restrictives mises en place en Europe sont ensuite imposées aux paysans d'autres parties du monde. En ce sens, La Via Campesina est une force en elle-même, elle unit les efforts et appelle à la solidarité pour se battre pour la souveraineté sur les semences, dans le monde entier.



Manifestation contre la modification des lois sur les semences, Buenos Aires , Argentine.

### **Encadré : UPOV 91 ou les « lois Monsanto »**

Pays après pays, les STN font voter des « lois Monsanto », ou « lois UPOV 91 », du nom de la Convention **UPOV** de l'année 1991. Ces lois entendent imposer partout les mêmes recettes juridiques :

- Le brevet interdit 1) les semences de ferme ; 2) les semences paysannes contaminées par des gènes brevetés venant des champs voisins ou de l'aide alimentaire ; 3) les semences paysannes sur lesquelles les STN ont récemment déposé des brevets. Ces brevets se multiplient très vite partout.

- Le Certificat d'Obtention Végétale (COV) est aussi une façon de déclarer la propriété sur les semences. Il protège la variété standardisée des semences industrielles. Alors que les semences produites par des milliers de générations de paysans constituent la première ressource génétique utilisée gratuitement pour la totalité des sélections industrielles, le COV les qualifie de « contrefaçons » : elles sont de ce fait interdites ou soumises au paiement de royalties en faveur de l'industrie. Le COV n'est pas une alternative au brevet, mais son compagnon fidèle. Les plantes contenues dans les nouvelles variétés confisquées par le COV sont confisquées une deuxième fois par un brevet.

- La certification des semences et le **catalogue** des variétés interdisent la commercialisation et l'échange des semences paysannes parce qu'elles ne sont pas standardisées.

- Les normes sanitaires et de biosécurité organisent la fraude industrielle à grande échelle en autorisant les STN à s'auto-contrôler elles-mêmes. Cependant, la bureaucratie et les analyses imposées par ces auto-contrôles sont totalement inabordables pour les petits volumes de semences que produisent les petits paysans et les petits semenciers. Ils se voient ainsi interdire une nouvelle fois de commercialiser et d'échanger leurs semences. Ces normes organisent également un fichage électronique de tous les paysans produisant leurs semences. Les gouvernements peuvent ensuite remettre à l'industrie la liste de ces paysans, afin qu'elle puisse les poursuivre en « contrefaçon » devant les tribunaux.

# **La Communauté et la défense du maïs : l'expérience purépecha**

## **Communauté autochtone de Pichataro, dans l'Etat de Michoacan, Union nationale des organisations régionales paysannes autonomes, UNORCA, Mexique**

### **Un mouvement pour défendre notre maïs**

Le mouvement des communautés autochtones pour la défense du maïs et de la vie a vu le jour en 2004 dans une communauté autochtone purépecha, dans l'Etat mexicain de Michoacán. Nous avons invité plusieurs communautés de la région à construire des comités communautaires pour défendre notre maïs. Le maïs est l'un des piliers de notre culture purépecha, et nous recherchions des alternatives à la pauvreté et l'abandon des zones rurales par le gouvernement mexicain. En 2005, nous avons créé le Comité régional des paysans purépechas pour la défense du maïs. Les deux questions clé ont été : que faire pour que la culture du maïs soit plus rentable ? et comment conserver nos semences, notre façon de faire, de penser, nos idéaux et nos espoirs ?

Nous avons obtenu le soutien du gouvernement pour mener à bien nos projets. Nous avons commencé par organiser des Fêtes du maïs dans plusieurs communautés. Par le biais de ces fêtes, nous avons essayé de faire revivre les rites du maïs et d'expliquer sa richesse alimentaire et culturelle. Nous avons proposé une diversité de plats à base de maïs et avons organisé des conférences et des forums de débats pour informer et expliquer comment produire du maïs et comment nous le cultivons.

Lors de la Fête du maïs de 2006, dans la communauté de San Francisco Pichátaro, les autorités communales ont accroché une affiche avec la légende : « San Francisco Pichátaro premier territoire purépecha libre (certifié) de maïs OGM ». Ce fut un acte fort de rejet de la forte pression visant à autoriser l'introduction de maïs **OGM** dans notre pays. Avant d'accrocher cette affiche, nous avons effectué des analyses de détection d'OGM sur des échantillons. Les résultats ont été négatifs et à partir de là nous avons lancé un processus pour sensibiliser les populations sur l'importance de leurs maïs de pays et du rejet des OGM. Il s'agit d'un processus très important au Mexique parce que les transnationales exercent une forte pression pour que le maïs OGM soit autorisé. Bien qu'il soit encore interdit de les planter pour un usage commercial, les OGM ont déjà contaminé notre maïs dans de nombreuses régions du Mexique. La situation est très grave, étant donné que le Mexique est le centre d'origine de milliers de variétés de maïs.

### **Education et Foires du maïs**

L'un des buts de l'éducation est que les habitants de zones urbaines et rurales redonnent de la valeur aux produits locaux du maïs. Pour ce faire, nous avons

organisé plusieurs activités, dont les Foires régionales et les Fêtes communautaires, des programmes de télévision et de radio, des articles de presse, des ateliers et des visites des communautés.

Avec les Foires et les Fêtes du maïs dans les villes et les communautés, nous avons cherché à ce que les habitants consomment des produits élaborés à base de maïs de pays. Nous avons organisé des débats, des dégustations de plats cuisinés avec différentes variétés de maïs ; nous avons montré la diversité des variétés locales, réalisé des ateliers artistiques et échangé des semences. Ces fêtes durent une journée et ont été réalisées dans plusieurs communautés telles que San Francisco Uricho, La Zarzamora, Yotatiro, Cuanajo et San Francisco Pichátaro. Dans deux d'entre elles, les fêtes font maintenant partie de la vie locale. Ce n'est plus l'organisation, mais les autorités locales qui cherchent les ressources pour les célébrer.

Une autre voie utilisée est notre participation à des forums universitaires régionaux, nationaux et internationaux, lors desquels nous exposons nos expériences. Nous réalisons également des visites dans les communautés, à la rencontre de personnes et d'organisations intéressées par notre travail sur le maïs. Ce sont les propres agriculteurs qui exposent directement leur vision sur le maïs de pays et sa conservation.

### **Activités de production alternatives**

L'une des composantes de notre travail est de développer des projets de production apportant une valeur ajoutée au maïs de pays et créant des emplois. Pour ce faire, nous menons deux importantes actions : 1) produire le maïs en utilisant des alternatives agroécologiques et 2) apporter de la valeur ajoutée au maïs, en recherchant des micro-entreprises qui transforment le grain en aliments tels que les tortillas. Ce maïs est certifié comme obéissant aux règles de production biologique ou est en cours de certification.

Les projets visant à donner plus de valeur au grain de maïs ferment le cycle productif. Notre objectif consiste à mettre en route une commercialisation socialement juste, saine pour l'environnement et économiquement viable pour les producteurs de maïs. C'est pourquoi nous avons réalisé des études de marché et des essais pilotes de commercialisation des différents produits. Les premiers résultats obtenus sont les suivants : en 2005, 10 hectares de maïs de pays ont été certifiés dans la communauté de San Francisco Pichátaro, desquels 5 tonnes de maïs ont été vendus à une entreprise de produits biologiques.

### **Travailler avec les semences et la diversité du maïs**

Il nous faut encore travailler davantage avec les paysans pour augmenter la qualité du maïs sans perdre de vue de revenir au *milpa* (la forme traditionnelle de semer le maïs). Nous pensons que si les paysans et les paysannes ne travaillent plus la terre, ceci aura une influence négative sur les pratiques de sélection des semences et sur le maintien de la qualité du maïs. Ceci a mené au développement de maladies des racines du maïs ou à la présence d'organismes nuisibles dans le stockage. L'une des options pour augmenter le rendement et réduire les pertes est la **sélection**

**participative**, selon laquelle les paysans sélectionnent les variétés conjointement avec les chercheurs et développent des variétés saines en accord avec les besoins de la communauté. La récolte, le classement et la caractérisation des maïs a ainsi pour objectif l'amélioration de la production. Pour autant, ce type de projet nécessite un financement et une organisation solide afin de pouvoir travailler à long terme, ce qui est une tâche ardue.

Bien qu'il existe des indices de réduction de la diversité des maïs dans les communautés de la région, cette dernière n'a pas pu être évaluée quantitativement. Cette affirmation ne se base que sur l'expérience et les observations faites par les paysans et les paysannes. Par exemple, dans la communauté de San Francisco Pichátaro, il a été constaté que trois variétés ont été perdues : le *pinto olotudo*, le *rosita* et le *toluqueño*. Dans d'autres communautés, d'autres variétés ont également été perdues, parce qu'elles avaient été semées sur des terres peu productives ou qu'elles exigeaient un effort particulier ; on les semait, par exemple, sur des terrains pierreux ou très éloignés de la communauté.

Le marché est un autre facteur ayant une incidence sur l'abandon de certaines variétés. Certains maïs comme les perlés, *pintos* ou jaunes n'avaient pas de marché. On prétend également que les variétés locales ont été modifiées. Par exemple, certains maïs blancs ont été rendus opaques et les *pepitillas* se sont mélangés avec d'autres types et ont perdu leur caractéristique, alors que l'on continue à les désigner du même nom. Il est donc nécessaire de mener davantage de recherches pour quantifier ces pertes et mettre en œuvre des actions pour conserver les variétés peu représentées. Là où c'est possible, il nous faut les récupérer, car lorsque nous perdons une variété, nous perdons également la connaissance



associée à sa production et les niches environnementales écologiques.

Un homme de la communauté de Pichátaro, Michoacán, montre les semences de maïs qu'il garde pour le prochain semis

**Qu'avons-nous appris ? Enjeux pour l'avenir.**

Chaque domaine de travail a connu une

dynamique différente. Nous avançons donc à des rythmes différents. Dans la recherche, nous avons progressé sur l'identification des variétés locales grâce aux institutions de recherche. Parmi ces variétés, citons : le *Chalqueño*, le *Tabloncillo*, le *Cónico*, le *Celaya*, le *Palomero Toluqueño*, le *Pepitilla*, le *Olotón*, le *Zamorano Amarillo* et le *Elotes Cónicos*.

En général, parmi les problèmes, nous avons constaté que l'activité paysanne diminue dans les communautés de la région et les pratiques traditionnelles, comme les labours selon les courbes de niveau, sont abandonnées ; le maïs est semé conjointement avec le haricot, l'amarante, le chia et la courge. Il y a également des rotations avec d'autres cultures comme les fèves, l'ebo ou *janamargo*, le blé et la fertilisation organique à base de fumier. A ces problèmes, se sont ajoutées les politiques publiques des gouvernements. En effet, pour résoudre les problèmes d'alimentation, le gouvernement encourage les monocultures à base d'engrais chimiques et de pesticides, au lieu du système économique et social des communautés.

Les productions alternatives se sont développées avec lenteur, voire avec des reculs à certaines périodes, mais nous pouvons en tirer des leçons. La coordination entre les organisations et la production, ainsi qu'entre la production et le marché, a été sans doute le plus difficile à obtenir. C'est pourquoi les résultats ont été modiques en termes de produits concrets, ou de points de vente et de réseaux de consommation.

Nous avons besoin de redoubler d'efforts. Il est difficile de participer à un contexte selon lequel nous voulons produire à petite échelle tout en pénétrant un marché qui demande des produits à des prix toujours plus bas. L'agriculture traditionnelle a permis aux communautés autochtones de se maintenir, se reproduire et survivre tout au long de leur histoire, et c'est là l'une de ses valeurs principales. Les marchés alternatifs et les niches qui pratiquent des prix élevés peuvent être une option, mais étant donnée la difficulté pour y accéder ou les créer, ce ne peut être qu'une petite partie de la solution. Ces marchés ont une demande réduite et sont vite saturés. C'est pourquoi nous insistons sur le fait qu'il faut construire des réseaux de marchés locaux et régionaux et favoriser l'auto-provisionnement. Or, dans le contexte de dérégulation et de chaos où se trouve le marché alimentaire, cela paraît presque impossible, sans compter les problèmes économiques et la difficile prise de conscience des consommateurs.

Il est donc important de promouvoir l'éducation et la diffusion pour revaloriser la diversité des cultures et favoriser une augmentation de la demande. Les Foires et Fêtes du maïs en sont l'élément central. Pour autant, leur organisation est onéreuse et exige la présence d'une équipe de travail permanente. A cet effet, il nous faut constituer un Comité d'organisation entre les diverses organisations intéressées par les maïs de pays. Enfin, en tant qu'organisation, nous devons tenir compte de la complexité des processus d'organisation rurale. Les paysans et les paysannes décident vers où orienter leurs efforts en fonction des bénéfices qu'ils en tirent et ce, pas uniquement en termes monétaires. Or, il est difficile et artificiel de maintenir une organisation de paysans avec pour seul objectif de conserver la diversité des maïs autochtones. En tant qu'organisation, nous avons donc besoin de travailler pour renouer avec ce que signifie être producteur de vie en produisant des aliments. Une vision plus large doit être adoptée sur toute l'activité et le milieu rural. Dans ce contexte, il nous faut avoir présente à l'esprit la défense du droit à conserver nos propres semences, ainsi que les modes de vie des peuples autochtones, des paysans et des paysannes



# La résistance paysanne indonésienne pour la souveraineté semencière

## Youth Food Movement, Indonesia

La révolution verte en Indonésie a forcé les paysans à s'engager dans l'agriculture industrielle. Depuis la fin des années 70, elle a aussi entraîné l'introduction et l'utilisation massive de **semences hybrides** dans le pays entier. Avec les soi-disantes technologies modernes, les semences paysannes ont été transformées et privatisées par les entreprises semencières. Les semences hybrides remplacent des milliers de variétés de pays, provoquant la perte de la diversité des semences dans les champs indonésiens. De nos jours, en Indonésie, les multinationales semencières contrôlent plus de 90 % de la distribution des semences. Depuis 1970, plus de 10 000 variétés locales de riz ont disparu, et les paysans dépendent de plus en plus des semences hybrides industrielles. Ils ont aussi perdu leurs savoirs traditionnels sur les semences.

### **Criminalisation des paysans qui luttent pour la souveraineté semencière**

Alors que la demande des paysans et des paysannes en semences est très élevée, le gouvernement indonésien ne les soutient pas quand ils décident de reproduire et de développer leurs propres semences. Bien au contraire, il tend à restreindre l'utilisation des semences paysannes en invoquant les différentes réglementations en matière de **propriété intellectuelle**, qui bénéficient aux entreprises semencières. Ces entreprises incluent PT BISI, une filiale de la multinationale thaïlandaise Charoen Pokhand, ainsi que des branches ou des filiales indonésiennes de DuPont/Pioneer, Syngenta, Bayer et Monsanto. Ces entreprises multinationales ne font pas que produire des semences et en contrôler la distribution, elles menacent aussi la population paysanne qui tente de construire la souveraineté semencière.

Par exemple, plusieurs lois criminalisent les paysans qui reproduisent leurs propres semences. Une loi datant de 1992 stipule que les paysans ne peuvent utiliser et distribuer que des semences certifiées. D'un côté, les paysans ne peuvent pas respecter les normes d'homogénéité avec leurs propres variétés. Les semences paysannes s'adaptent toujours à l'environnement local et ne sont donc jamais homogènes. D'un autre côté, quand les paysans et les paysannes utilisent les semences de ferme, ils sont accusés d'enfreindre ce qui est considéré comme la propriété intellectuelle des semenciers, et ils sont persécutés.

En 2007, neuf paysans ont été emprisonnés pour avoir utilisé des semences de ferme, et en 2009, trois autres ont été arrêtés dans la province de Java oriental. PT BISI les a accusés d'enfreindre la Loi sur les systèmes de culture des plantes (Plant Cultivation System Law). Les paysans ont été accusés d'utiliser une méthode d'amélioration brevetée par l'entreprise. Ils ont été condamnés à trois mois de prison par le tribunal du district de Keidiri.

Avec l'aide d'autres organisations paysannes et de militants des droits de l'homme, le syndicat paysan indonésien (*Serikat Petani Indonesia* ou SPI) s'est battu avec succès pour obtenir la libération des paysans. Un processus vient d'être engagé pour que la Cour constitutionnelle révoque la loi sur les semences, car cette loi va à l'encontre des intérêts des paysans et des paysannes. D'autres campagnes ont été organisées pour protéger les semences paysannes ; l'une d'entre elles a consisté à lutter contre l'introduction de semences **OGM** en 2001, quand Monsanto a tenté d'introduire des semences de coton génétiquement modifiées à Sulawesi. Cette campagne et des actions massives ont regroupé d'autres syndicats paysans et d'autres organisations. La campagne a remporté un succès et les autorisations données aux semences de coton génétiquement modifiées, ainsi que leur utilisation publique, ont pris fin.

### **Résilience des semences autochtones au changement climatique**

Quelques décennies après l'introduction des semences hybrides, le monde a changé. La dégradation de l'environnement et le changement climatique sont devenus de réelles menaces, surtout pour les populations paysannes dont les moyens d'existence dépendent de leur écosystème. Les paysans et les paysannes en ressentent les impacts. Les récoltes se sont desséchées lors de vagues de chaleur ; l'approvisionnement en eau dans les champs diminue ; les saisons des pluies durent plus longtemps ; les inondations détruisent des récoltes presque arrivées à maturation ; et les dégâts causés par les ravageurs empirent. Cette situation force les paysans à s'adapter. Par exemple, ils doivent reprogrammer la saison des plantations et trouver des semences plus résistantes à la chaleur et demandant moins d'eau. Dans beaucoup d'endroits, les paysans et les paysannes ont besoin de nouvelles variétés de semences, aux cycles de vie plus courts, afin de s'ajuster aux changements croissants des saisons et d'éviter de mauvaises récoltes. Voilà pourquoi il est très important que les familles paysannes aient accès à leurs propres semences. Les semences industrielles ne peuvent pas s'adapter à un environnement changeant, car elles sont faites pour fonctionner dans des conditions standardisées. Par contre, les variétés paysannes sont variables et peuvent s'adapter au changement climatique.

C'est pour cette importante raison qu'un nombre croissant de paysans a commencé à refuser les semences industrielles. Warsiah est une paysanne de 53 ans que cultive du riz dans la province de Java occidentale. Elle préfère utiliser une variété locale pour faire face au changement climatique, car, d'après elle, les semences industrielles de riz sont peu fiables et ne résistent pas à la chaleur. Elle a appris à conserver et à sélectionner les semences locales, qui sont plus résistantes à la chaleur et nécessitent moins d'eau. Elle n'est pas contre le fait de partager ses semences avec ses voisins paysans, en dépit du fait qu'elle pourrait être arrêtée pour avoir distribué des semences non certifiées. Warsiah et d'autres paysans de la région d'Indramayu, dans la province de Java occidentale, ont abandonné les semences hybrides des entreprises semencières, depuis plusieurs années maintenant. Ils sont déterminés à devenir des paysans indépendants produisant leurs propres semences.

Pourtant, il existe peu de paysannes comme Warsiah en Indonésie. La dépendance envers les semences industrielles est le résultat des programmes de la révolution verte et des politiques mises en place par le gouvernement ces trente dernières années. Mais, peu à peu, le nombre de paysans et de paysannes qui récupèrent leurs semences, augmente. Ils sont encouragés par le succès remporté par les paysans utilisant des variétés de pays, face à la sécheresse, aux ravageurs et aux autres défis.

### **Résistance des semences paysannes**

Les efforts menés par les paysans pour reproduire leurs propres semences s'étend à d'autres districts d'Indonésie. Mais les paysans se rendent compte qu'ils ont perdu une grande partie du savoir nécessaire à la reproduction des semences et cela leur pose un sérieux défi. Ils doivent se remémorer et redécouvrir leur savoir sur la sélection de semences. Voilà pourquoi il est important de créer des centres de formation destinés aux paysans et aux paysannes, afin qu'ils puissent échanger leur savoir, apprendre les uns des autres et améliorer leurs compétences.

En 2009, le SPI a créé le Centre national des semences, à Bogor, dans la province de Java occidentale, lequel a commencé à fonctionner en 2010. Le Centre national des semences propose des formations aux paysans sur la sélection de leurs semences. Le Centre recueille les savoirs locaux en la matière, des différentes régions de l'Indonésie, organise des échanges d'expérience entre paysans ainsi que des stages de formation dirigés par des universitaires experts dans le domaine des semences.



Récolte des semences au Centre national des semences à Bogor, Indonésie.

En dépit des défis auxquels sont confrontés les paysans, hommes et femmes, le pays jouit encore d'une grande diversité et conserve beaucoup de terres arables. Il est possible de répéter l'expérience du Centre national des semences dans d'autres régions. Pour y arriver, le SPI prend les mesures suivantes : 1) augmenter la conservation des variétés de semences, 2) préparer des greniers à semences communautaires, 3) mettre en place une coopération de distribution des semences 4) encourager l'engagement de la population locale dans les greniers à semences, visant à recueillir, sélectionner et échanger les semences.

En 2012, des membres du SPI du district de Keidiri, dans la province de Java oriental, ont construit une serre utilisée comme centre de formation pour les membres du SPI, et où d'autres paysans de la même région peuvent apprendre à sélectionner des semences. Il s'agit d'une simple serre de 8 mètres sur 20, construite avec du matériel fourni gratuitement par les membres.

D'après Kuswari, le coordinateur de la serre, en dépit de sa rusticité, la serre fait office d'installation de semis pour différentes semences locales. Des semences de maïs, de riz, de papaye, de piment, d'aubergine et d'haricot vert ont été produites dans cette serre. D'autres plantes en sont encore au stade d'essai, telles que certaines variétés locales de pomme ou de fruit de la passion.

Collectivement, les paysans ont décidé de construire une réelle souveraineté semencière et sont déterminés à la mettre en action. Les semences produites par le SPI de Keidiri sont distribuées aux paysans de 5 sous-districts : Badas, Kandangan, Pelemahan, Banyak et Plosoklaten. En plus de la distribution de semences, la serre du SPI de Keidiri offre aussi des conseils de paysan à paysan en cas de problème, de la plantation à la récolte. Nurhadi Zaini, chef du groupe du SPI du district de Keidiri, est aussi sélectionneur de semences. Il organise régulièrement des stages de formation sur la sélection des semences, le traitement des sols et la plantation.

Mettre en place une souveraineté semencière n'est pas une tâche aisée pour les populations paysannes menacées de criminalisation par le gouvernement et l'industrie. Le problème est d'importance étant donné le développement des semences OGM qui sont **brevetées**. Mais nous nous rendons compte qu'à l'avenir, nous ne pourrions pas faire face au changement climatique et à la perte de la biodiversité si nous ne protégeons pas les variétés locales et les savoirs paysans. Voilà pourquoi les populations paysannes indonésiennes s'élèvent contre la dépendance croissante vis-à-vis de l'industrie semencière et continueront à se battre pour obtenir la souveraineté semencière.

# La lutte des paysans canadiens pour défendre leurs semences

## Syndicat national des agriculteurs, Canada

Au Canada, le Syndicat national des agriculteurs (National Farmers Union -NFU) défend les droits des paysans et des paysannes à conserver, réutiliser, partager et vendre leurs semences. Cela s'inscrit dans le cadre d'une lutte contre une industrie agroalimentaire qui exerce au profit d'entreprises commerciales, à toutes les étapes du cycle de production. Cette lutte vise à créer des espaces où les paysans peuvent cultiver et récolter des aliments sains et nutritifs, des espaces où nous pouvons faire valoir notre travail en tant que familles paysannes. La défense de nos semences représente un des aspects essentiels de la défense de notre agriculture.

De nombreux agriculteurs du NFU sélectionnent, conservent et réutilisent leurs semences pour leurs cultures. Cette défense des semences a lieu tous les jours, dans nos champs. En outre, le NFU défend également nos semences dans la sphère politique. Nous tenons particulièrement à nous assurer que les réglementations gouvernementales respectent notre droit à utiliser nos semences. A cette fin, nous menons un travail d'information et des actions de lobby.

### Les paysans canadiens contre l'UPOV 91

Notre travail d'influence sur les réglementations canadiennes remonte aux années 80. Depuis des dizaines d'années, le travail du NFU et d'autres organisations associées a pu ralentir la promulgation de lois sur la **Protection des obtentions végétales**. Ces lois font des variétés végétales la propriété privée des industries de sélection qui les développent. Toutefois, aujourd'hui, les pressions internationales et nationales pour que le Canada accède à l'**UPOV 91** demeurent une menace toujours présente [voir l'encadré page 18]. Il est dit aux paysans et au public que l'UPOV 91 permettra aux agriculteurs canadiens d'avoir accès à des variétés améliorées et innovantes. Nous rejetons cet argument. Nous sommes contre ce type de réglementation parce qu'il modifie fondamentalement le lien qui nous relie, nous, paysans et paysannes, à nos semences.

Au Canada, la vaste majorité des cultures de plein champ se fait toujours à partir de semences de ferme. Cette pratique est courante et s'effectue consciencieusement. Des installations de nettoyage des semences (gérées par des paysans, des entreprises commerciales ou des coopératives) sont toujours à la disposition des paysans et des paysannes. Mais tout cela est menacé par l'UPOV 91, qui octroie le droit aux obtenteurs de semences de demander des **royalties** non seulement sur les semences, mais aussi sur les ventes des agriculteurs, ainsi que sur les produits transformés. En vertu de l'UPOV 91, les entreprises semencières contrôlent également le nettoyage et le stockage des semences.

Les défenseurs de l'UPOV 91 concèdent un soi-disant « privilège paysan » qui autoriserait les agriculteurs à conserver leurs semences. Mais ceci signifierait de

modifier une ancienne pratique. Ainsi devrions-nous exercer notre droit, en tant que paysans, comme « un privilège » nous étant attribué par les industries semencières ! De plus, ce « privilège » est largement symbolique. Il est annulé par d'autres clauses de l'UPOV 91, qui donnent aux entreprises de sélection le quasi-contrôle de la façon dont les semences sont utilisées, stockées et transformées.

Nous persisterons et continuerons de protéger nos semences et leur utilisation comme base essentielle d'une agriculture fondée sur l'autonomie et la famille. Dans le cadre de nos campagnes d'information, le NFU a rédigé une série de fiches permettant au public et aux paysans de comprendre la question des semences et d'en suivre le développement. Cela permet au public de saisir ce qui est important pour les familles paysannes et de voir quelles actions peuvent être entreprises pour défendre le droit des agriculteurs et agricultrices à utiliser leurs propres semences.

### **Les luttes contre les OGM**

Au Canada, une autre de nos luttes a consisté à s'opposer et à refuser les **organismes génétiquement modifiés** (ou **OGM**). A la fin des années 90, avec d'autres organisations, nous avons mené avec succès une campagne pour stopper l'introduction d'une technologie connue sous le nom de semences « terminator ». Ce type de technologie d'obtention de semences aurait rendu stériles, c'est-à-dire improductives au-delà d'un cycle de vie, les semences paysannes. Plus récemment, en 2004, suite aux campagnes menées et en raison de notre organisation avec d'autres groupes canadiens, la multinationale Monsanto a abandonné son programme d'obtention et de recherches sur le terrain portant sur le blé génétiquement modifié. Ce travail a culminé avec le lancement de la campagne « Conservons nos semences », qui incluait des réunions publiques visant à créer un soutien plus large au sein de la population.

Aujourd'hui, nous faisons face à une situation similaire dans notre lutte pour stopper l'accord sur la luzerne génétiquement modifiée. L'industrie semencière prétend qu'il n'existe aucun danger de contamination de nos propres plantations de luzerne par la luzerne génétiquement modifiée. Cependant, l'expérience nous montre que nos champs seront inévitablement contaminés par ces plantes à risque. En outre, les plantes génétiquement modifiées sont des propriétés privées protégées par des **brevets**. Dans le passé, de nombreux paysans canadiens ont été poursuivis en justice et obligés de payer des amendes lorsque des plantes brevetées se sont croisées aux leurs et se sont retrouvées dans leurs champs.

Cette situation menace les moyens d'existence des paysans et des paysannes, mais menacera également le marché de tous les produits agricoles contenant de la luzerne (par exemple, les pousses ou les compléments alimentaires) ou le marché des produits qui utilisent de la luzerne génétiquement modifiée dans leur production (comme, par exemple, l'alimentation pour le bétail ou l'engrais vert pour améliorer les sols). En avril 2013, pour montrer leur opposition à ces menaces, des milliers de paysans et de personnes concernés par ce problème se sont rassemblés en plus de 38 lieux dans tout le Canada. Ces actions ont attiré l'attention des médias nationaux, des responsables gouvernementaux et des soutiens de l'industrie. Nous avons exigé la mise en place d'un moratoire sur

l'introduction et l'utilisation de la luzerne génétiquement modifiée. Le NFU et les autres organisations canadiennes continueront de suivre les tactiques utilisées par les industries des OGM et nos gouvernements, lesquels fréquemment se plient aux souhaits des entreprises économiquement puissantes de l'agrobusiness, telles que Monsanto.

### **L'échange de semences**

Dans tout le Canada, de nombreux paysans, hommes et femmes, participent ou organisent des activités et des événements liés aux semences. Ils prennent part, par exemple, à des échanges de semences appelés « les samedis des semences » ou « les dimanches des semences ». En 2012, plus de cent de ces « samedis des semences » ont eu lieu au sein de communautés, dans tout le Canada. Chaque année, un plus grand nombre d'événements est organisé. Ces événements s'adressent aux agriculteurs des milieux ruraux et urbains, ainsi qu'aux jardiniers. Ces activités connaissent un réel élan et sont devenues de plus en plus populaires. De tels événements jouent un rôle important pour soutenir la capacité et la volonté des paysans à revenir à l'utilisation de leurs propres semences. Les ateliers sur les modalités de conservation des semences représentent des occasions de discuter et d'échanger des informations entre agriculteurs expérimentés et nouveaux agriculteurs, dans le but de partager des conseils techniques. Mais ces événements sont également politiques. Nous y partageons des informations et élaborons une analyse commune des problèmes qui mettent notre alimentation en danger et la placent sous le contrôle d'entreprises commerciales. Les agriculteurs du NFU participent fréquemment à ces événements. Dans leur message, ils insistent sur les raisons pour lesquelles les semences doivent être un aspect essentiel d'un mouvement international ayant pour objectif de créer une souveraineté alimentaire pour les peuples et les communautés du monde entier.



# La production de semences et d'une résistance paysanne dans le sud du Brésil

## Mouvement des petits agriculteurs, MPA, Brésil

Dans l'Etat de Santa Catarina, au sud du Brésil, le Mouvement des petits agriculteurs -MPA accomplit un travail de revalorisation des semences créoles, ou semences paysannes, du fait de leur importance pour la souveraineté alimentaire des paysans au niveau local et national. Cela fait partie de notre stratégie d'autonomie.

Le travail de récupération de semences paysannes a débuté en 1996, dans la municipalité d'Anchieta. Des paysans et paysannes, soutenus par le Syndicat des travailleurs ruraux, ont lancé un débat sur la nécessité d'organiser et de rechercher des alternatives à l'utilisation d'engrais, de pesticides et de semences industrielles dans l'agriculture. Depuis lors, plusieurs séminaires ont été organisés sur la question. Avec l'appui de techniciens locaux, des paysans et paysannes, ayant conservé leurs semences de variétés locales, ont été identifiés. Ces semences ont été alors multipliées, en particulier le maïs, qui est le plus utilisé commercialement et comme aliment.

En 1997 et 1998, les paysans et paysannes du MPA ont récupéré huit variétés locales de maïs : *Amarelão, Cunha, Palha Roxa, Asteca, Mato Grosso Palha Branca, Branco* et *Cateto*. L'objectif consistait à garantir que d'autres paysans puissent avoir accès à ces variétés et choisir d'utiliser ces semences, soit pour satisfaire les besoins d'alimentation de leurs familles, soit pour le fourrage, la commercialisation, l'artisanat ou pour les systèmes agro-écologiques.

Le MPA prétend que les semences créoles doivent être utilisées par tous les agriculteurs selon la quantité dont ils ont besoin. Pour ce faire, nous avons identifié les familles conservant ces semences ; nous avons mené des recherches participatives et d'amélioration des semences, nous avons organisé des groupes de paysans pour multiplier ces semences à plus grande échelle, au-delà des communautés ; nous avons mis sur pied une Foire nationale des Semences créoles à Anchieta. Nous avons également créé une coopérative de production et de commercialisation de ces semences, OESTEBIO, avec une unité de traitement (séchage, classement par taille et stockage). Aujourd'hui, pour ce travail technique, nous aidons aussi d'autres organisations de la Via Campesina internationale, au Venezuela et au Mozambique (cf. article, p.11). C'est ainsi que nous luttons, en toute solidarité, pour la souveraineté alimentaire des peuples.

### **Les gardiens des semences créoles sont les paysans et paysannes**

Les paysans et paysannes, gardiens de semences, conservent, dans leur ferme, ou dans des maisons de semences communautaires, une ou plusieurs variétés de semences créoles. Leur motivation provient du lien très fort qui unit les semences et l'alimentation, de leur diversité, du goût et du plaisir à cultiver, ainsi que leur

valeur économique. Dans le but de récupérer les variétés locales les plus menacées, nous avons organisé des réseaux de familles qui s'engagent à les conserver. Chaque variété doit être conservée par trois familles. Ces familles doivent être réparties dans différentes régions de l'Etat pour garantir la plus grande variabilité possible et minimiser les risques de pertes en raison des changements climatiques ou par contamination d'**OGM**. Après plus de 15 ans, nous avons récupéré 58 variétés de 17 espèces de cultures. Le travail a été effectué par 76 gardiens et plus de 900 familles productrices de semences. Ces semences sont le maïs, les haricots, le soja, le blé, le riz, les engrais verts (lupin, seigle, fèves noires et grises, pois à porc et autres), les lentilles, le tournesol et le lin.

En 2007, le MPA a commencé à cultiver des champs où on ne reproduisait que des semences. En plus des variétés locales, le MPA produit également des semences « enregistrées ». Au Brésil, nous avons un **catalogue** officiel d'enregistrement, qui suit les règles de l'**UPOV**. Cependant, nous avons aussi un autre type de catalogue qui décrit la variété et la région de la semence. Cet autre catalogue ne suit pas les règles de l'UPOV. Par le truchement de la coopérative, le MPA a l'autorisation de multiplier les semences du catalogue officiel. Pour autant, ce sont uniquement des variétés créoles que les paysans continuent à cultiver depuis des années et non des **hybrides**. Les champs de multiplication des semences se cultivent selon des critères résultant de semences de qualité, libres d'OGM. Les paysans et les paysannes qui produisent les semences reçoivent une assistance technique du MPA tout au long du processus de culture, depuis le choix du terrain à ensemercer, la culture, la reproduction jusqu'à la récolte.

Nous organisons une Foire nationale des semences créoles parallèlement aux rencontres nationales de formation des paysans dans la ville d'Anchieta. Cette ville est connue comme étant la capitale nationale du maïs de pays. D'après Fabiano Baldo, l'un des coordinateurs de la dernière foire, qui s'est tenue en avril 2012, 84 organisations pratiquant la reproduction de ce type de semences y ont participé. Elles venaient de 17 états brésiliens et de 13 autres pays. Il y eut des échanges de semences, des expositions ainsi que de l'artisanat local et international. La foire est organisée par les paysans et les paysannes du MPA, conjointement à d'autres organisations locales. Ces foires cherchent à reconnaître le travail des gardiens, à encourager le mouvement en faveur de la défense des semences locales et paysannes et à renforcer le caractère politique de ce travail en le reliant à la lutte pour la souveraineté alimentaire.



Sélection des haricots pour les semences par les paysans du Mouvement des Petits Agriculteurs du Brésil (MAP)

### **Fourniture de semences par notre coopérative, l'OESTEBIO**

La coopération constitue l'un des principes guidant le travail du mouvement. La coopérative OESTEBIO joue un rôle clé dans l'organisation de toute la production des semences autochtones et des variétés du MPA à Santa Catarina. Elle a été créée en 2007 dans le but de réaliser le traitement, le stockage et la commercialisation des semences et autres produits paysans. Elle est présente dans les trois états du sud du Brésil et possède 331 membres (960 familles se consacrant à la production de semences). Elle est responsable de toute la planification, de la distribution, du contrôle technique, du transport de la production, des bénéfices et commercialisation des semences.

Le traitement des semences après la récolte est important afin de maintenir les caractéristiques de la variété en vue de l'ensemencement. Du début jusqu'à la fin, le travail est réalisé par les paysans eux-mêmes. Ils (elles) s'occupent du séchage, du classement et du stockage dans des unités de production. Les semences sont séchées naturellement au soleil. Le classement se fait au moyen d'une sélection, en choisissant les semences depuis le centre de l'épi de maïs, puis en les stockant dans des bouteilles en plastique ou dans des greniers, petits ou moyens.

Lorsque le projet a atteint une plus grande échelle en termes de multiplication de semences, le traitement artisanal de semences a dû faire face à certaines limites : disponibilité de la main d'œuvre ; précision dans le processus de séchage et risques de perdre la production lors des périodes de pluies ; disposer d'endroits appropriés pour le stockage ; contrôle des nuisibles dans les hangars de stockage, en particulier des charançons et des rongeurs. De plus, si nous reproduisons des semences enregistrées, nous devons, par exemple, respecter les normes officielles de tailles standard. Ce n'est pas le cas pour les variétés paysannes.

La construction d'une unité de traitement des semences a donc été essentielle pour dépasser ces limites. Cette unité se trouve à São Miguel do Oeste et peut stocker 5 400 tonnes de semences. Elle dispose de six silos et hangars de stockage où sont empaquetées plus de 3 000 tonnes. Pour les membres de la Coopérative OESTEBIO, la construction de cette unité a permis d'augmenter l'utilisation de semences créoles dans la région, ainsi que dans d'autres parties du Brésil. Le but est la distribution massive de ces semences aux paysans et aux paysannes qui n'ont pas ou ne peuvent pas cultiver leurs propres semences.

### **Consolider nos connaissances, notre culture et notre autonomie paysanne**

Le MPA soutient également des études et des recherches dans le domaine de la conservation et de l'amélioration des semences créoles. Nous cherchons à tisser des alliances pour la conservation et l'utilisation durable de la diversité paysanne. Nous maintenons, par exemple, de bonnes relations de coopération avec l'Université fédérale de Santa Catarina. Depuis 2002, des investigations sont menées avec des agriculteurs pour la conservation de semences et l'amélioration de variétés locales. L'université contribue également à la formation de techniciens et de paysans du MPA, principalement sur des questions relatives, entre autres, à la production de semences créoles, la conservation de semences dans les fermes, l'information sur la contamination par les OGM et la **sélection participative** de

variétés paysannes. Des techniciens et leaders du mouvement suivent également des cours postuniversitaires en vue d'améliorer leur travail et de pouvoir aider les paysans. Ils apprennent, par exemple, des techniques plus efficaces pour lutter contre la contamination par les OGM.

L'utilisation des semences créoles, en plus d'exprimer l'identité et la culture paysannes, contribue au maintien des paysans et des paysannes dans leur milieu. Selon Geovano Dal Bello, paysan, « le principal avantage de planter ces semences revient à diminuer le coût de production de presque 60 %. Je n'utilise que ma main d'œuvre, les ressources de ma ferme et les semences créoles. Un autre avantage est notre autonomie. Avec ces semences, nous ne dépendons ni de la production conventionnelle, ni du marché. Et cela améliore notre qualité de vie ». Geovano a reçu des semences de maïs et de haricots par le biais d'un programme d'achat et de distribution simultané. Il s'agit d'un programme que mène une entreprise nationale d'approvisionnement avec notre coopérative, l'OESTEBIO. Il a permis à 68 000 familles de petits agriculteurs d'avoir accès à des semences créoles et à des variétés produites par les paysans organisés au sein du MPA. La participation à ces programmes permet aux petits agriculteurs d'ajouter de la valeur à la production de semences dans de petites fermes.

L'augmentation de l'utilisation de variétés paysannes dans la région a permis de réactiver les moulins à farine qui utilisent maintenant, comme matière première, des semences de maïs créole pour la production de *canjicas*, un type de maïs moulu qui occupe une place importante dans la cuisine brésilienne, ainsi que des farines ou des aliments pour animaux. Selon le paysan Gritti, « l'utilisation de variétés de maïs paysannes dans les moulins est un orgueil pour de nombreux paysans. Une grande partie de la population d'Anchieta consomme cette farine parce qu'elle en connaît les vertus en matière de santé. En outre, ils savent que, sur les marchés, ils ne trouvent que des farines de maïs OGM cultivé avec des pesticides ». Gritti est le plus grand producteur de farine de maïs et de yucca de l'un des moulins traditionnels à meule de pierre à Anchieta. Ses produits sont élaborés à partir de variétés créoles des paysans de la région et de la coopérative. Le travail avec les semences est effectué à trois niveaux : par les paysans et les paysannes dans leurs fermes ; dans la communauté, par le biais des maisons de semences ; et à plus grande échelle, pour faire face aux entreprises industrielles. Petit à petit, ce travail a encouragé d'autres organisations à commencer ou à poursuivre leurs propres travaux sur les semences créoles. Ceci permet de reconstruire le tissu social local, de promouvoir notre culture, de valoriser nos connaissances traditionnelles et de renforcer notre identité culturelle, non seulement en tant qu'individus, mais également comme familles et communautés. Nous constituons ainsi l'un des facteurs de la résistance paysanne.

# Ensemencer, produire de la diversité et reconstruire des communautés dans la région Asie Pacifique

## Campagne pour la conservation et le contrôle communautaire sur la biodiversité, New Delhi, Inde

Planter signifie mettre des graines dans le sol pour les faire pousser. Planter constitue un acte responsable. C'est être responsable vis-à-vis de la Terre et de ce qui en sera récolté. C'est aussi un acte qui établit une relation, non seulement avec la terre, mais aussi avec ceux et celles qui vivent sur cette terre. Les récits qui suivent relatent des faits contemporains concernant l'ensemble de la région Asie Pacifique. Ils émanent de gens qui, soit n'ont jamais cessé d'utiliser des semences locales, soit commencent maintenant à les utiliser. Par cette pratique, ils reconstruisent non seulement leurs habitudes alimentaires, mais aussi leurs communautés.

Ces récits viennent de trois régions très diverses et très éloignées l'une de l'autre dans la région Asie Pacifique. L'un d'entre eux se situe en milieu rural en Inde, à l'extérieur de la ville de Hyderabad ; un autre vient d'une petite ville des environs de Manille, aux Philippines. Le troisième se situe en milieu urbain, en Australie, dans la ville de Sydney. Les menaces qui pèsent sur les semences paysannes se retrouvent dans tous ces récits. Malgré les différences de culture, de paysages et de milieu social, dans tous les cas, les femmes se rassemblent et sèment.

Ce travail revêt une signification particulière dans la région Asie Pacifique, où l'on constate une nouvelle série de lois semencières, des politiques alimentaires et des recherches agricoles conventionnelles qui ont un impact négatif sur le maintien et la conservation des semences. La liberté de sélectionner, semer, conserver, échanger et réutiliser les semences, liberté dont les paysans et les petits producteurs ont joui pendant si longtemps, ne peut plus être tenue pour acquise. Les semences sont en train d'être privatisées par le biais de lois sur la **propriété intellectuelle**. Ces lois limitent les possibilités, pour les paysans et les paysannes, d'utiliser et d'échanger leurs semences. Aussi, le fait de planter ses propres semences constitue non seulement une pratique importante mais aussi une ferme prise de position politique.

### ***Namaskaram ! Bagunnara ?***

Ces mots signifient « Bonjour, comment allez-vous ? » en télougou, la langue parlée dans l'Etat d'Andhra Pradesh. Quand j'ai ainsi salué une vieille paysanne, elle m'a répondu que son bien-être dépendait de l'état plus ou moins avancé de ses semences suivant la saison. La plupart du temps, en dépit de tout, ses plantations réussissent ! Au sud de l'Inde, dans un petit village à l'extérieur de la ville d'Hyderabad, dans le district de Medak (Etat d'Andhra Pradesh), des femmes *dalit* (de la caste des intouchables) travaillent ensemble depuis 1996 dans des collectifs

appelés *sanghams*. Leurs semences sont devenues leur identité, leur identité en tant que gardiennes des semences et gardiennes de la **biodiversité**.

Les paysannes de cette région ont redonné vie aux cultures perdues, en remettant les semences au goût du jour, dans les mémoires et les usages. Les femmes travaillent ensemble avec des amis d'une organisation non gouvernementale, l'Association pour le développement du Deccan. Ces *cultures de l'authentique*, comme les paysans les appellent, sont au cœur de leur système d'agriculture sèche. Les cultures les plus importantes incluent divers types de millets. Chaque année, les femmes célèbrent la diversité qu'elles font revivre lors d'un festival itinérant sur la biodiversité. Pendant tout un mois, elles parcourent plusieurs villages du district de Medak et présentent leurs semences sur des charrettes tirées par des bœufs. Le plus souvent, les paysans qui utilisent leurs propres semences ne reçoivent que peu de soutien du gouvernement. Depuis des années, les organisations de La Via Campesina, telles que le syndicat Bharat Kisan, luttent pour obtenir un soutien à la production paysanne de différentes variétés de semences.



Semences de millets et de légumineuses dont prennent soin les femmes de Medak, Inde.

Le *Krishi Vigyan Kendra (KVK)* est un centre scientifique du secteur public géré au niveau du district. C'est un des rares centres en Inde qui partage avec les paysans de la région les technologies liées aux semences qu'ils produisent. Ce sont les gardiennes de semences de Medak qui font aujourd'hui fonctionner ce centre. Les femmes travaillent avec d'autres membres de la Via Campesina d'Asie du sud, tels que le MONLAR, le

Mouvement pour la réforme foncière et agraire, au Sri Lanka. Une Alliance pour la démocratisation de la recherche agricole en Asie du sud (*ADARSA*) les rassemble.

La situation géographique du KVK est importante dans la mesure où le travail qui y est effectué diffère profondément de celui de l'Institut international de recherche sur les cultures des zones tropicales semi-arides (ICRISAT). L'ICRISAT, qui fait partie du réseau mondial du **CGIAR**, est situé à seulement quelques kilomètres du KVK.

Au cours des quarante dernières années, l'ICRISAT ne s'est intéressé que de façon marginale aux besoins réels des petits producteurs de millet pluvial. Au lieu de cela, le nouveau modèle de développement de cet Institut vise à servir les intérêts des semenciers. Aussi, les paysans du Medak ne reconnaissent-ils pas le travail de l'Institut et préservent-ils leur indépendance en ce qui concerne leurs propres semences.

Les paysannes du Medak, tout comme les mouvements de La Via Campesina en Asie, s'opposent à l'ICRISAT pour une autre raison : l'institut dispose d'une « **banque de gènes** », une installation de stockage ayant pour but de sauvegarder les semences mais qui les conserve loin des champs des producteurs. Depuis 1979, cette banque de gènes a rassemblé des semences provenant des champs des paysans d'Asie, d'Afrique et d'ailleurs. Aujourd'hui, elle dispose de plus de 120 000 variétés différentes de semences, en particulier de millet perlé, de sorgho, de pois chiches, de pois d'Angole, d'arachide et six petites variétés de millet (l'éleusine, le sétaires d'Italie, le moha du Japon, le millet blanc, le millet indigène et le petit mil). Alors que l'ICRISAT est légalement tenu de conserver ces semences aux mains du secteur public, l'Institut s'est allié au secteur privé pour faciliter le développement de nouvelles entreprises de l'agro-business.

A l'opposé, les femmes des *sanghams* (collectifs) préservent leurs semences en toute sécurité, mais en utilisant leurs propres méthodes traditionnelles. Les semences sont préservées dans les maisons des paysans pour leur propre usage. Elles sont aussi entreposées dans des maisons des semences gérées collectivement par la communauté. Voilà ce que disent les paysannes à l'ICRISAT : « Rendez-nous nos semences ! »

### ***Kumusta kaibigan ?***

Ces mots signifient « *Comment vas-tu l'ami ?* » en tagalog, une des langues les plus parlées aux Philippines. C'est la salutation que vous entendrez venant du réseau MASIPAG (Paysans et scientifiques en partenariat pour le développement de l'agriculture). Ce réseau a commencé ses activités aux Philippines, en 1986. Les organisations de La Via Campesina travaillant avec MASIPAG en Asie savent que l'approche sur le terrain qu'il encourage se base sur des liens d'amitié avec les paysans. Travailler avec MASIPAG signifie assumer des responsabilités pour tous les membres du réseau. Par exemple, vous ne pouvez emprunter des semences de MASIPAG que si vous acceptez d'adhérer à une agriculture non chimique, sans **OGM**, et que si vous remplacez ces semences par une quantité légèrement supérieure à celle que vous avez prise.

La principale culture sur laquelle travaille MASIPAG est le riz. Ensemble, les équipes de paysans et de scientifiques ont relancé l'utilisation de plus d'un millier de variétés paysannes de riz paddy. Un grand nombre de ces variétés de riz avait été perdu ou était tombé en désuétude suite à la **Révolution verte**. Selon le Dr. Chito Medina de MASIPAG, l'une des qualités principales de leur travail de **sélection** tient à ce qu'ils n'ont jamais demandé de riz à l'Institut international voisin de recherche sur le riz (IRRI). En effet, ils pensent que les semences doivent être aux mains des paysans et sous le contrôle des communautés. L'IRRI est l'un des principaux centres



de recherche responsable de la Révolution verte en Asie. L'Institut dispose également d'une banque de gènes contenant des variétés de semences de riz du monde entier.

Les paysans ne considèrent pas les banques de semences telles que celle de l'IRRI comme des institutions légitimes répondant à leurs besoins. Ils sont en désaccord avec le coût élevé du stockage des semences en des lieux éloignés, qui sont inconnus des paysans ou qui leur sont inaccessibles. Les banques de gènes ne sont pas « les sauveurs » des semences qu'elles prétendent être. Les paysans et les paysannes sont, par ailleurs, aujourd'hui préoccupés par les cultures **génétiquement modifiées** qui affectent les semences entreposées dans ces banques. En effet, l'IRRI est maintenant impliquée dans le développement de variétés coûteuses et génétiquement modifiées telles que le « Golden Rice », un type de riz qui est supposé apporter des vitamines A. Or, les paysans refusent ces cultures car elles présentent un risque sanitaire et un danger pour leur environnement. Ils savent qu'en utilisant leurs semences traditionnelles pour planter une variété de cultures, ils sont à même d'assurer une bonne alimentation à leurs communautés.

Les paysans de MASIPAG ont tiré la leçon de l'expérience négative de la Révolution verte qui imposait des semences chimiques et **hybrides**. A la place, ils se sont efforcés d'améliorer la diversité des systèmes d'agriculture paysanne. Le Centre de biodiversité de Masipag, situé dans la province de Bukidnon, à Mindanao, est un centre de formation pour les paysans de la région. Les membres de MASIPAG ont réfléchi à l'ensemble de la relation qu'ils entretenaient avec leurs semences, depuis les semis jusqu'à la vente de leurs produits. Tout comme les Indiennes du Medak du premier récit, ils ont élaboré leurs propres méthodes pour garantir la qualité des produits qu'ils vendent. Le Centre de biodiversité a également inspiré les femmes de la ville de Davao, aux Philippines, pour garantir leur sécurité alimentaire, par l'utilisation des semences paysannes et de leur diversité. De plus, le rétablissement des habitudes de culture du riz a présenté d'autres avantages. Les organisations de femmes et de jeunes ont ainsi renoué avec la vieille pratique philippine du *bayanihan*, c'est-à-dire le partage du travail sur la terre des uns et des autres.

### ***Hello Neighbor !***

Dans un autre pays de l'hémisphère sud, l'Australie, une nouvelle pratique se développe peu à peu. Les gens se rassemblent pour créer des jardins potagers sur des parcelles de terre du voisinage, chez eux, sur le terrain des écoles et dans les parcs publics. La culture en milieu urbain n'est pas uniquement une lubie. L'agriculture évoque habituellement des paysages ruraux, mais il est important de prendre conscience qu'il est également possible de cultiver la terre en ville. Cela est d'autant plus important que l'urbanisation gagne du terrain dans le monde et que la sécurité alimentaire des citoyens pauvres et des migrants devient de plus en plus précaire. Les variétés de semences oubliées venant des paysans se retrouvent dans ces jardins de voisinage, répondant ainsi à de nouveaux besoins de la population. .

Même dans les pays dits « développés », des efforts timides, mais certains sont menés pour organiser les communautés urbaines autour de cultures vivrières. Dans

les parcs voisins, la terre est à nouveau récupérée, pas seulement pour y faire pousser de jolies fleurs, mais aussi pour faire pousser des herbes aromatiques, des fruits et des légumes. Une association de résidents des environs de Sydney (Annandale) a créé un jardin communautaire qui prend forme petit à petit, mais assurément. De la même manière, par les efforts de la population et ceux d'une organisation basée à Melbourne, « *Cultivating Community* », de nouvelles formes de l'alimentation du futur sont imaginées et mises en pratique. Dans un environnement urbain où les gens n'ont pas pour habitude de conserver leurs semences, trouver les bonnes semences pour démarrer un potager peut constituer un défi. Or, comme les citadins prennent conscience qu'ils peuvent également prendre soin de leurs semences, ils commencent à les échanger avec leurs voisins et à s'intéresser davantage à leurs modalités de conservation. Ils apprennent à prendre soin et à reproduire la riche histoire des semences millénaires créées par les paysans, hommes et femmes.

De nouvelles alliances de souveraineté alimentaire se forment entre les groupes australiens et le réseau de La Via Campesina. Non seulement les familles paysannes australiennes, mais les citadins jardiniers s'y impliquent. Les solidarités au niveau des semences peuvent contribuer à une reconfiguration des contours définis par l'axe nord-sud. Avec nos propres semences à planter, avec la participation de nos voisins, citadins ou ruraux, pour cultiver et échanger, la récolte ne peut que s'en trouver enrichie. Cela renforce l'indépendance de nos communautés tout en maintenant l'existence de nos semences traditionnelles.

# Cultiver notre autonomie : une expérience de gestion collective des variétés paysannes en France

## ARDEAR Rhône-Alpes Réseau Semences Paysannes

Noé, Mottet, Oulianovska, Samarcande, Tuelle de l'Ubaye, Roussou du Champsaur, Barbu de l'Aveyron, Cocadrille, Saissette de Provence... Voici quelques-uns des 250 blés échangés et cultivés sur des fermes de la région Rhône-Alpes, dans le sud-est de la France, auxquels viennent s'ajouter des seigles, orges, amidonniers, épeautres, et une quinzaine de populations de maïs. Réunies au sein du groupe semences de l'ARDEAR Rhône-Alpes, initié en 2004, une soixantaine de fermes de la région, conservent, multiplient et diffusent des semences de variétés paysannes. Populations de pays retrouvées dans des vallées, sélections anciennes sorties des conservatoires, ou mélanges recréés sur les fermes : toutes sont hétérogènes, évolutives, et libres de droits de propriété intellectuelle, aucune d'entre elles n'a accès au marché des semences commerciales, car elles ne remplissent pas les conditions d'inscription au catalogue et de la certification.

*L'Association Régionale pour le Développement de l'Emploi Agricole et Rural (ARDEAR) Rhône-Alpes est une association d'agriculteurs-trices de la région Rhône-Alpes initiée par la Confédération Paysanne, qui vise à mettre en place des alternatives pour une agriculture paysanne : [www.agriculturepaysanne.org](http://www.agriculturepaysanne.org)*

### **Des variétés adaptées et nécessaires à une agriculture paysanne**

Comme dans d'autres régions du monde, ces paysans et paysannes ont fait le choix des variétés de pays pour des raisons variées et nombreuses :

*Ne plus acheter de semences.* Il s'agit là d'une des impulsions du projet : si, en achetant des semences chaque année, on contribue financièrement aux départements « recherche et développement » de firmes qui mettent au point des **OGM** et autres technologies végétales brevetées que nous refusons dans les champs, alors il faut se donner les moyens de se passer de ces achats. Et c'est autant de charges en moins pour les trésoreries souvent fragiles des fermes.

*Trouver des variétés adaptées à chaque contexte et à chaque pratique.* Au début du projet, des paysans-boulangers, éleveurs ou céréaliers ont recherché des variétés qui correspondaient à leur ferme, et qu'ils ne trouvaient pas dans le commerce : adaptation à des modes de cultures agroécologiques ou à des conditions d'altitude, recherche d'arômes pour le pain, de qualité alimentaire pour les bêtes, hauteur de paille pour les litières et concurrencer les adventices...

*Faire face au changement climatique.* De plus en plus, les changements climatiques globaux entraînent des dérèglements locaux : un maximum de diversité et de

variabilité des plantes cultivées sur les fermes permet à la fois un réservoir génétique capable de faire face aux changements, et une régularité des productions faces aux événements climatiques ponctuels.

*Réintégrer la semence dans l'activité paysanne.* Derrière ces variétés, c'est l'autonomie décisionnelle des fermes qui est en jeu : en se réappropriant ces semences, les personnes du groupe retrouvent des savoir-faire perdus, en inventent de nouveaux et se réapproprient peu à peu cette dimension de leur activité dont elles ont été dépossédées, esquissant ainsi, en aval des semences, de nouveaux modèles de fermes.

*Retrouver du plaisir dans son activité.* Au-delà du net intérêt en termes d'autonomie, on se prend peu à peu à apprécier ces céréales, leurs couleurs, leur tenue : on y prend goût. Et tant pis si ça fait rire quelques généticiens et modernistes : dans le contexte agricole actuel, et face à la diminution dramatique du nombre de paysans et paysannes en France et en Europe, redonner une dimension plaisante et sensible à l'activité paysanne n'a rien d'anodin.

### **Maintenir collectivement la diversité dans les fermes**

Le fonctionnement de ce réseau repose sur celles et ceux qui y participent : des parcelles de « collection » sont cultivées sur les fermes, pour maintenir ces variétés, les observer, les découvrir. Ensuite, chacun multiplie, mélange, sélectionne, celles qui lui conviennent, jusqu'à atteindre l'autonomie en production : 8 ans après le début du projet, plus d'une dizaine de fermes n'achètent plus de semences, et utilisent uniquement ces variétés de céréales à paille ou de maïs. Les parcelles servent aussi de support à des visites ouvertes à d'autres personnes intéressées. Des formations techniques, sur la production de semences, la transformation, la réglementation sont aussi organisées dans le groupe. Des paysan-ne-s de l'ARDEAR Rhône-Alpes participent à différents projets de **sélection participative** : sur les populations de blés, sur les qualités gustatives des pains issus de blés de pays, avec des chercheurs, et sur la création de mélanges de maïs populations, avec une



technicienne indépendante. Une rencontre annuelle d'échange de semences a lieu en automne pour les céréales, et une au printemps pour le maïs.

Journée de formation du Réseau Semences Paysannes sur la sélection d'anciennes variétés de céréales.

Les seuls stocks de semences sont aussi sur les fermes : chaque nouvelle personne intéressée peut se rapprocher de l'association, et ainsi recevoir des contacts de paysans près de chez elle, ou dans les mêmes contextes de production, auprès desquels elle pourra recevoir des échantillons de semences, mais aussi découvrir des expériences, des projets agricoles, et tisser des liens. Ce passage obligé par les paysan-ne-s a pour objectif de ne pas dissocier les semences des savoir-faire et de la dynamique sociale sans lesquels elles n'auraient aucun sens. Ce fonctionnement décentralisé permet de conserver un maximum d'autonomie : un salarié coordonne les échanges et les actions, mais ce sont les paysan-ne-s qui gèrent cette diversité, avec leurs pratiques.

### **Les évolutions réglementaires et la mobilisation en France :**

En 2003, l'Europe autorisait à nouveau les cultures **OGM**, tandis que la conservation à la ferme des semences paysannes n'était pas reconnue en France. Les contrôles visant à interdire aux paysans de cultiver des variétés non admises au **catalogue** officiel, d'en vendre la récolte ou d'en échanger les semences étaient quotidiens, plus particulièrement chez les agriculteurs biologiques surveillés par leurs Organismes Certificateurs. L'association française Kokopelli était poursuivie pour vente de semences de variétés non inscrites au catalogue et un décret gouvernemental venait de mettre en place une sorte de taxe, appelée Contribution Volontaire Obligatoire, directement prélevée sur la vente de la récolte des agriculteurs qui utilisaient leurs propres semences de ferme de blé tendre, et reversée à l'industrie semencière.

Dix ans plus tard, grâce notamment aux Faucheurs Volontaires et aux multiples associations qui combattent les OGM, il n'y a toujours pas de plantes transgéniques cultivées en France. Néanmoins, d'autres menaces se profilent par le biais de nouvelles sortes d'OGM brevetés mais ni réglementés ni étiquetés. Cependant, les nouveaux OGM sont mis sous surveillance « environnementale » suite aux actions des Faucheurs Volontaires.

La reconnaissance des variétés paysannes non standardisées est désormais inscrite dans la loi, les réseaux paysans comme le RSP sont reconnus comme « acteurs de la conservation à la ferme des **ressources génétiques** ». Les agriculteurs qui échangent leurs semences en vue de la sélection ou de la conservation de leurs propres variétés, qui les cultivent et en vendent la récolte, et les artisans semenciers qui vendent des semences de variétés non inscrites en vue de l'agriculture vivrière (« jardinage amateur », en France) ne sont plus poursuivis. Fin 2011, une loi UPOV [voir encadré page 18] a été votée par le parlement français. Elle vise (1) à interdire l'utilisation des semences de ferme, ou à ne les autoriser pour 21 espèces « dérogatoires » en payant des **royalties** aux obtenteurs, (2) à contrôler tous les paysans et les paysannes qui produisent leurs propres semences en les obligeant à s'enregistrer, (3) à les soumettre aux mêmes analyses sanitaires et OGM que l'industrie, (4) à étendre à l'agriculture vivrière la réglementation applicable aux semences de l'agriculture commerciale, (5) à interdire les variétés paysannes peu homogènes et peu stables. L'industrie semencière tente de dicter à la Commission européenne une nouvelle loi **UPOV** poursuivant les mêmes buts que la loi française, tout en favorisant la commercialisation de semences de plantes

brevetées. Face aux multiples actions de protestation coordonnées par la coalition « Semons la biodiversité », le gouvernement français n'a toujours pas appliqué la nouvelle loi UPOV. Alors que plus de la moitié des grandes cultures agricoles (céréales, fourragères, protéagineux, etc.) est toujours issue de semences de ferme. Le Parlement européen a voté une déclaration exigeant la limitation de la portée des brevets sur les plantes.

De son côté la Commission européenne vient de publier un projet de nouveau règlement semences en Europe. Les semences brevetées vont pouvoir envahir le marché et contaminer toutes les semences paysannes. Sous prétexte de l'existence d'un risque sanitaire, les paysans devront déclarer les semences qu'ils utilisent et pourront ainsi être condamnés pour usage ou échanges interdits de semences de ferme ou paysannes. Mais une chose est de voter une loi, autre chose est ensuite de l'appliquer. Qu'elles soient légales ou désobéissantes, plus personne ne pourra arrêter les semences paysannes !

### **Face au modèle agroindustriel, agir en réseau**

L'expérience de l'ARDEAR Rhône-Alpes n'aurait pu se développer de cette manière sans rencontrer d'autres collectifs pour mutualiser leurs semences, leurs expériences, et travailler ensemble face à une réglementation qui attaque toujours plus les droits des paysan-ne-s. C'est particulièrement en participant au *Réseau semences paysannes* que ces rencontres ont pu avoir lieu. L'ARDEAR Rhône-Alpes a rejoint en 2005 ce réseau créé en 2003. « Sur le suivi et la compréhension de la réglementation, la recherche d'expériences ailleurs, la découverte de modes de fonctionnement, c'est grâce au Réseau qu'on en est arrivé là ».

De deux ou trois centaines en 2003, les paysans et les paysannes qui cultivent des semences paysannes en France sont aujourd'hui plusieurs milliers, le chiffre d'affaires des artisans semenciers vendant des semences traditionnelles aux jardiniers explose et les Maisons des Semences Paysannes se multiplient sur tout le territoire. Cette forte progression ne peut s'expliquer sans les succès juridiques remportés grâce aux actions du *Réseau Semences Paysannes*.

### **Rapprocher production et reproduction : une vision de l'autonomie qui se développe...**

L'exemple des semences, à la fois sur le terrain et par son ampleur nationale et internationale, donne désormais des idées à d'autres, en particulier dans l'élevage. En effet, au niveau animal, le constat sur la sélection est semblable au végétal : prédominance de quelques races hypersélectionnées sur des critères de production, érosion de la diversité, réductionnisme génétique, spécialisation... Pour y faire face, des éleveurs et éleveuses ont décidé de reprendre en main la sélection et le renouvellement de leurs troupeaux, en menant de front différentes actions : maintenir la diversité dans les fermes, renforcer et échanger les savoir-faire paysans sur la sélection, et résister aux mesures administratives qui déposent les paysan-ne-s de la gestion de leurs troupeaux.

**Historique Réseau Semences Paysannes :**

L'ARDEAR Rhône-Alpes est une des 70 organisations membres du Réseau Semences Paysannes (RSP). Créé en 2003 à l'initiative de la Confédération Paysanne et des organisations françaises de l'agriculture biologique (FNAB, MABD, Nature et Progrès), le RSP regroupe une grande diversité de collectifs et de personnes qui sélectionnent, cultivent et diffusent les semences paysannes dans les champs, les vergers, les vignobles et les jardins (syndicats paysans, artisans semenciers, groupements locaux d'agriculture paysanne, biologique ou biodynamique, associations de jardiniers, organisations environnementales, citoyennes et de solidarité internationale, parcs naturels...). Sa première mission est la mise en réseau et la coordination des actions de ses membres. Rien ne vient « d'en haut », chaque expérience vient enrichir les autres et s'enrichit de celle des autres : visites de ferme de démonstration, rencontres, forums, bourses de semences, formations, base de données Internet, où chacun peut décrire ses plantes et son travail... Le RSP accompagne le développement des Maisons des Semences Paysannes, nouvelle forme d'organisation locale où paysans, jardiniers et consommateurs gèrent collectivement la sélection, la multiplication et la conservation des semences dont ils ont besoin. Il participe ensuite à de nombreux programmes scientifiques de sélection participative, de gestion dynamique ou d'expertise technique, sociale et juridique sur les semences paysannes. La science s'enrichit des savoirs paysans, tandis que la pratique paysanne s'enrichit de l'apport des chercheurs qui acceptent de sortir de leurs laboratoires. La reconnaissance scientifique ainsi acquise est le préalable de la reconnaissance juridique. A cet effet, le RSP a aussi initié une « veille juridique semences » qui, en partenariat avec sa jumelle sur les OGM, met à disposition de la société civile l'expertise juridique et réglementaire indispensable à la compréhension des enjeux des semences. Tout ce travail vient nourrir et s'enrichir des mobilisations sociales et de plaidoyer organisées en France au sein de la coalition d'organisations paysannes, citoyennes et environnementales « Semons la biodiversité », animée par la Confédération Paysanne et le RSP, en Europe au sein de la coordination « Libérons La Diversité » partenaire de La Via Campesina Europe (ECVC), d'IFOAM Europe (agriculture biologique) et des défenseurs des semences traditionnelles, et au niveau global au sein du CIP (Plateforme pour la Souveraineté Alimentaire). [www.semencespaysannes.org](http://www.semencespaysannes.org)



# **Les mains des femmes récupèrent et sauvent les semences : elles réhabilitent les relations d'amour et le respect envers la terre et la vie**

## **Coordination latino-américaine des organisations paysannes - La Via Campesina (CLOC)**

Attenter à nos semences constitue la plus grande action criminelle imposée par l'agrobusiness. Non seulement l'industrie produit des aliments contaminés et sans nutriments, mais elle nous a également dépouillé de l'accès aux aliments qui, depuis des siècles, faisaient partie de notre alimentation et de notre culture.

### **La Campagne sur les semences au sein de la CLOC**

La Coordination latino-américaine des organisations paysannes (CLOC) a orienté ses travaux principalement vers la récupération et la défense de nos semences. Le rôle fondamental des femmes des communautés paysannes et autochtones est au centre de ces actions. Ce sont elles qui ont mis l'accent sur les conséquences, pour les paysans et les paysannes, de la perte d'une immense variété de semences dont la production et la multiplication procure la principale source d'aliments pour nos peuples.

Depuis que La Via Campesina a lancé une campagne pour la défense des semences paysannes en 2001, l'action locale et la mise en œuvre d'un solide processus de construction d'alliances, de l'échelle locale à l'internationale, constituent notre stratégie principale. Ces alliances, liées à la campagne mondiale « Les semences, patrimoine des peuples au service de l'humanité » ont permis d'alimenter en contenus les luttes et les propositions politiques. La souveraineté alimentaire en est l'axe central pour le respect et l'application du droit fondamental à l'alimentation des populations.

Nos activités sont orientées selon deux axes étroitement reliés l'un à l'autre : tout d'abord, la récupération, la protection et la préservation des semences paysannes. Et également la valorisation des espaces et des styles de vie rurale et autochtone. Il s'agit d'une façon de défendre et de prendre soin de la diversité sociale, culturelle et naturelle, fondamentales pour la vie. En adoptant une vision plus large et intégrée du monde rural où les liens d'identité, l'existence des communautés autochtones et de leurs patrimoines culturels, sont des aspects importants, nous avons pu progresser dans la formation d'une nouvelle génération de paysannes et paysans plus conscients et plus intégrés socialement.

Nous avons mené des actions de protestation visant à rejeter l'utilisation d'**OGM**. Expliquer et informer sur leur signification et les menaces que la science au service du capital produit sur l'agriculture paysanne, les semences et l'alimentation, est pour nous une tâche continue. Nous avons répondu à l'offensive des OGM par une

production agro-écologique, principalement chez les femmes qui échangent leurs savoirs, leurs semences et les connaissances y étant associées.

Notre résistance est aussi orientée vers le rejet de toutes les formes d'appropriation et de privatisation des semences qui, ces dernières années, se sont traduites par de nouvelles lois et, surtout, contre les tentatives d'imposer l'**UPOV** 91 dans tous les pays d'Amérique latine.

Nous avons également reliés nos actions et les objectifs de la campagne aux stratégies de lutte pour la préservation de l'environnement, en sensibilisant les populations urbaines et rurales au pillage de nos biens naturels. Et ce, en organisant de multiples activités, comme des ateliers de formation, des séminaires, des foires de semences et de la biodiversité, ainsi que des échanges de semences et de savoirs.



Les femmes en Equateur cultivent une grande diversité de variétés de tubercules

### **Découverte, conversation et récupération**

Lors de nos expériences, nous avons pu découvrir avec joie de nouveaux chemins. Nous avons découvert, par exemple, que les semences constituent un point de rencontre, parce qu'elle permettent que nos diverses formes de célébration et de spiritualité se retrouvent en même temps. Nous avons découvert qu'elles nous aident à créer de nouveaux liens entre nous, habitantes de la campagne, mais aussi avec les gens de la ville. Elles nous permettent également de récupérer et de recréer les diverses méthodes de conservation et de stockage, ainsi que de revaloriser nos traditions orales afin de transmettre notre culture, de la convertir en un instrument de lutte, d'éducation politique, de formation, de récupération des valeurs, des principes éthiques et culturels, source d'espoir et de force lorsque l'obscurité semble nous envahir.

Les semences et les activités autour de la Campagne se sont ainsi transformées en message d'espoir qui nous rappelle que nous possédons encore une âme. Les semences nous aident à entamer des conversations en rupture avec le langage technocratique et lointain qui nous envahit ; elles nous permettent de retrouver et nous réapproprier notre propre langage.

Nous avons pu revaloriser le rôle des communautés dans la production d'aliments et dans la création de cultures, en favorisant le développement d'une agriculture propre, en faisant prévaloir les cycles d'ensemencement, récoltes et sélection des semences, en récupérant les savoirs et la science ancestrale et en promouvant la construction de pépinières locales et communautaires. Tout ceci s'est fait dans le cadre de la récupération des systèmes de production conformes aux connaissances, à la sagesse et à la culture des paysans et paysannes en quête d'une agriculture ayant pour objectif principal la production d'aliments.

Simultanément, nous avons progressé dans le perfectionnement des potagers agro-écologiques en augmentant considérablement la production d'aliments sains et nutritifs pour une partie significative de la population. Population qui progresse également dans sa prise de conscience face à l'actuel modèle productif imposé par les multinationales du secteur agro-alimentaire.

Le résultat en a été une forte récupération des variétés locales. Des centaines de variétés de pommes de terre, haricots, petits pois, quinoa, fèves, tomates, et même d'arbres fruitiers, d'herbes médicinales et aromatiques, ainsi qu'une infinie variété de légumes ont pu être récupérés et partagés. En Bolivie, nous avons récupéré des variétés autochtones de pommes de terre ; en République dominicaine, le yucca. Les femmes avaient jalousement conservé et pris soin de la grande majorité de ces semences dans leurs jardins potagers. On a ainsi pu créer peu à peu des réserves de semences d'origine ; récupérer et protéger nos méthodes d'agriculture paysanne ; revitaliser nos traditions culinaires ; nos marchés ; créer et partager nos savoirs, notre science et notre technologie.

### **Vers l'avenir**

La Campagne sur les semences nous a prouvé que les gens souhaitent et ont besoin d'apprendre, de partager et de s'informer. Ils écoutent avec beaucoup d'intérêt et de respect les voix de nos sages, hommes et femmes, de ceux qui protègent les eaux, les collines et les montagnes. Parce que ce sont eux et elles qui nous transmettent un message de vie et d'espoir, en particulier aux jeunes et aux enfants.

Il ne fait aucun doute que tant d'actions, menées par milliers, autour de la Campagne, ainsi que la lutte pour la souveraineté alimentaire, nous ont aidées à donner plus de visibilité et à valoriser notre fonction comme productrices agricoles. Il en est ainsi également de la reconnaissance octroyée par une partie de la société à notre fonction historique dans le développement des agricultures, pour la mise en œuvre desquelles nous avons joué un rôle important. Et ceci nous donne plus de force et nous

encourage à aller de l'avant. La validation de nos connaissances et de nos savoirs, vis-à-vis de nous-mêmes, de la famille, de la communauté et au sein de l'organisation, a consolidé notre auto-estime et nous octroie une place très importante et stratégique dans la transformation de notre société et en particulier au sein de La Via Campesina.

Les femmes paysannes et autochtones sont des femmes avec une histoire, une culture et des racines en lien avec la terre. Notre objectif principal est de restaurer le lien d'origine que toutes les personnes ont avec la terre mère, ce lien d'amour et de respect, en choisissant de conserver et de récupérer aussi bien les semences que de tous les biens naturels, en plus de la production agro-écologique d'aliments, pour parvenir à la souveraineté alimentaire et à une vie digne.

Il est donc démontré que nous devons garder et prendre soin de ce qui est à nous, revenir au caractère sacré de la vie et de la terre. La grande leçon pour tous est que nous devons nous pencher sur le passé pour progresser et grandir librement avec une alimentation autonome, saine et nutritive. Être souverain signifie disposer d'une autonomie, associée à des connaissances, une force et une organisation sociale, et disposer du droit à prendre des décisions sans qu'aucun type de pression nous dicte quels aliments produire, comment les produire et pour qui. Cela implique également une responsabilité des organisations pour nous informer, établir des réseaux et les articuler avec d'autres secteurs et collectifs.

Aujourd'hui, nous pouvons affirmer avec fierté que nous pouvons compter sur de nombreuses femmes et communautés informées et ayant une plus grande conscience de la thématique des semences, de la récupération des systèmes traditionnels, des méthodes d'ensemencement et leurs périodes, du traitement des déchets naturels pour leur réutilisation en matière organique et pour prendre soin des sols en leur qualité d'organismes vivants.

Il existe des milliers d'expériences locales où, peu à peu, l'espoir grandit. En effet, nous nous rendons partout en diffusant nos connaissances, en échangeant nos semences, en partageant nos savoirs et en produisant à nouveau des aliments sains, nutritifs, savoureux avec des arômes qui nous invitent à goûter à nouveau ce que mangeaient nos grands-parents ; le fruit de nos jardins potagers, l'odeur des champs et les belles couleurs. Voilà la magie de nos semences converties en aliments pour garantir la vie de l'humanité. Les semences paysannes en résistance ! Pour la lutte et la vie des peuples !

## Glossaire

**Amélioration des plantes**— « Améliorer » une variété de plante est le terme que les obtenteurs utilisent pour décrire leur travail. Contrastant avec la sélection des graines que pratiquent depuis toujours les paysans, l'amélioration est souvent basée sur des croisements sophistiqués pour obtenir des plantes avec des caractères spécifiques tels que l'adaptation aux machines, aux besoins de la transformation et de la distribution industrielles (homogénéité des lots de récolte,...). L'amélioration des plantes est bien souvent le travail de l'industrie semencière, bien qu'il existe également des obtenteurs publics. Le but est souvent la production des plantes très homogènes capables de pousser dans des conditions d'irrigation, d'apports intrants chimiques, etc., invariables.

**Banque de gènes**— Une banque de gènes est l'endroit destiné au stockage des semences dans des conditions contrôlées (température froide, faible humidité) pour les garder le plus longtemps possible. Il existe des banques publiques et des collections privées. La très grande majorité des semences qui y sont stockées sont d'origine paysanne et elles constituent la base de toute **amélioration** scientifique des plantes. Les banques des gènes peuvent être un bon complément à la conservation des semences dans les champs des paysans, mais malheureusement, les stratégies actuelles font exactement l'inverse, en donnant une grande priorité à l'enfermement des semences au sein des grandes banques, tandis qu'elles sont éliminées des champs. Les semences des banques des gènes ne sont normalement pas facilement accessibles aux paysans et aux paysannes et ne répondent pas, la plupart du temps, à leurs besoins.

**Biodiversité** — Le terme « biodiversité » est devenu très populaire ces dernières décennies pour décrire la très grande diversité des variétés de plantes (ou, d'une manière générale, des êtres vivants) que l'on trouve dans la nature, ou qui est produite par les familles paysannes. L'industrie s'intéresse à cette diversité comme base pour « **l'amélioration** » les plantes. Mais en créant une poignée de variétés très homogènes « passe-partout », l'industrie n'est jamais capable de créer ou de conserver la biodiversité.

**Biologie moléculaire**—En ce qui concerne la transformation scientifique des plantes, la biologie moléculaire travaille à une échelle très petite, encore plus petite que la cellule et invisible à l'œil nu. Cette transformation se fait dans des laboratoires. La manipulation de particules très petites, appelées molécules, utilisant plusieurs techniques, constitue la base pour créer des **OGM**. La multiplicité des changements que l'on peut apporter au niveau moléculaire représente un problème dans le sens où beaucoup des transformations moléculaires posent des risques inconnus sans pour autant être considérées comme des OGM. Ils s'agit donc d'OGM cachés.

**Brevet**—Les brevets permettent de donner des droits de propriété sur les « inventions » nouvelles. Cela empêche d'autres personnes ou industries d'utiliser ou de vendre ladite « invention » pendant 20 ans. Comme la **protection d'obtentions**

**végétales**, les brevets octroient des droits de propriété non seulement sur les semences, mais aussi sur les plantes, les récoltes et leurs transformations. Contrairement à la protection d'obtention végétale, le brevet interdit d'utiliser la plante protégée pour en développer une autre. Souvent, les OGM sont protégés par un brevet. La protection des obtentions et les brevets sont développés comme deux systèmes différents, qui essaient aujourd'hui de se compléter pour garantir la propriété privée sur les êtres vivants.

**Catalogue**— Les catalogues des variétés de plantes sont une condition importante pour accéder au marché des semences dans la majorité des pays ayant adopté le système **UPOV**. Deux des critères importants pour l'admission au catalogue sont l'homogénéité et la stabilité des variétés (c'est-à-dire que chaque plante d'une variété doit rester identique aux autres pour chaque lot mis sur le marché, quelle que soit l'année de commercialisation). Voilà déjà un verrou pour la commercialisation des semences paysannes, lesquelles s'adaptent toujours au terroir, à chaque génération, et qui ne sont donc ni homogènes, ni stables.

**CGIAR**— (du nom en anglais : Consultative Group on International Agricultural Research- Groupe consultatif sur la recherche agricole internationale). Le CGIAR est un réseau d'institutions de recherche sur l'amélioration des plantes qui a joué un rôle important dans la promotion de la **Révolution Verte**. Ces institutions gèrent souvent des **banques de gènes**. Le CGIAR est soutenu et contrôlé par des institutions des Nations Unies, la Banque Mondiale et les grandes fondations industrielles telles que la fondation Rockefeller et la fondation Bill Gates. Par ailleurs, le CGIAR coopère de plus en plus avec le secteur privé, l'industrie et l'agrobusiness.

**Contamination**— On parle de contamination pour décrire le fait que les **OGM** peuvent se croiser avec les plantes non OGM et donc contaminer nos plantes. Aujourd'hui, la contamination des semences paysannes par des croisements avec les plantes brevetées sera de plus en plus nombreuse, en raison de la tendance des lois à permettre de breveter des plantes non-OGM.

**Hybride**— Les plantes appelées hybrides sont des plantes très appréciées par **l'amélioration** scientifique des plantes. Ce sont des croisements qui expriment le caractère pour lequel ils sont commercialisés uniquement à la première génération. Cela veut dire qu'il est inutile de garder des semences pour une prochaine génération. Même si elles sont plus chères à développer, le fait que les hybrides garantissent que les semences ne seront pas réutilisées est un grand avantage pour l'industrie semencière. C'est pour cela qu'il existe des hybrides pour beaucoup d'espèces cultivées, qu'il s'agisse des légumes les plus courants ou de céréales.

« **Lois Monsanto** »— C'est le nom que l'on utilise souvent pour parler des lois très restrictives de l'acte de **l'UPOV** de 1991 (UPOV 91). Cet acte limite encore plus la souveraineté des paysans et des paysannes sur leurs semences (voir aussi l'encadré sur **l'UPOV** page 18).

**OGM**— Les OGM, ou Organismes Génétiquement Modifiés, sont des plantes transformées au niveau moléculaire (voir **biologie moléculaire**). Avec ces techniques, il est possible de transférer des particules très petites, appelées molécules, entre des organismes qui, dans la nature, ne peuvent pas le faire, comme entre une bactérie et une plante, par exemple. Mais les OGM peuvent également résulter de mutations ou d'autres transformations selon lesquelles les particules des plantes sont modifiées sans aucun échange entre espèces. Toutes ces transformations sont **brevetées** par les industries qui les développent. Les industries peuvent alors demander le paiement de **royalties** pour l'usage des semences et plantes OGM.

**Propriété intellectuelle**— Il s'agit d'une forme de propriété privée. On l'appelle ainsi pour souligner la propriété sur les connaissances scientifiques qui sont utilisées pour la modifier les êtres vivants. Pour les semences, la propriété est garantie à travers des lois qui reconnaissent les **brevets** ou le Certificat d'Obtention Végétale (voir **Protection des obtentions végétales**). Il faut souligner que les paysans, hommes et femmes, ont eux aussi une connaissance très fine du travail de sélection des semences. Pourtant dans le monde paysan, la sélection des variétés ne relève pas de la propriété privée: les semences appartiennent à l'ensemble des communautés et des peuples.

**Protection des obtentions végétales**— La protection des obtentions végétales est un système juridique donnant des droits de propriété aux améliorateurs ou obtenteurs de plantes sur une semence. Ce système est différent de celui du **brevet**, mais, dans les deux cas, il s'agit de ce que l'on appelle la « **propriété intellectuelle** ». Les pays donnent un Certificat d'Obtention Végétale qui interdit aux paysans de réutiliser leur récolte comme semences ou leur impose le paiement des **royalties**. La protection variétale existe au niveau de chaque pays, mais au niveau international, elle est réglementée par l'**UPOV**.

**Ressources génétiques**—est un terme plus technique pour parler des semences, ainsi que des autres êtres vivants toujours plus considérés non seulement comme des ressources mais comme des marchandises privées utilisées par l'industrie. Dans le contexte de notre agriculture paysanne, on peut parler tout simplement de « semences ».

**Révolution verte**— La révolution verte est un processus ayant eu lieu au cours du 20<sup>ème</sup> siècle qui a consisté à remplacer les variétés de semences paysannes par des variétés dites « **améliorées** » ou « à haut rendement ». Le problème résidait dans le fait que, pour donner ces rendements, ces variétés nécessitaient des intrants chimiques à base du pétrole et entraînaient une dépendance vis-à-vis de l'agro-industrie. Elles ont aussi ruiné les sols, remplacé les paysans par des machines, elles aussi dépendantes du pétrole, et empoisonné la santé des champs et des humains. Tous ces programmes ont provoqué une grande perte de semences paysannes partout dans le monde. Ces semences sont perdues pour toujours, à moins que l'on en retrouve certaines dans des **banques de gènes**.



**Royalties**— Les royalties sont des honoraires que perçoivent les industries qui développent les plantes pour l'usage des semences dont elles détiennent la propriété privée, selon le système de **protection des obtentions végétales** ou bien selon celui des **brevets**.

**Sélection participative**— Ceci décrit une coopération pour développer de nouvelles variétés. A la différence de **l'amélioration des plantes**, le but est de faire participer à la fois des paysans et des scientifiques pour développer des variétés, en profitant de la complémentarité des connaissances de chacun. Cependant, pour atteindre ce but, il est important que les communautés paysannes prennent leurs décisions elles-mêmes en fonction de leurs besoins.

**Traité des semences**—Le traité des Semences des Nations Unies existe depuis 2001. Ce Traité régit l'accès aux collections publiques des semences (telles que celles figurant dans les institutions du **CGIAR** ou d'autres **banques de gènes**). Mais ce Traité n'est pas pensé pour permettre l'accès des paysans et des paysannes à ces collections. Il est conçu pour faciliter l'accès aux collections des programmes **d'amélioration des plantes** scientifiques ou industriels. Certaines parties du Traité reconnaissent les droits des agriculteurs à conserver, utiliser, échanger et vendre leurs semences. Ce droit n'est pas un droit international puisqu'il est soumis aux réglementations nationales. La propriété privée sur les semences va à l'encontre de ce droit car les **brevets**, les **protections des obtentions** et le **catalogue** contrôlent l'usage, l'échange et la vente des semences, même lorsque celles-ci ne sont pas directement protégées par ces lois.

**UPOV**— est le sigle pour l'Union pour la Protection des Obtentions Végétales. Cette institution réunit les pays reconnaissant dans leurs lois la **protection des obtentions végétales**, c'est-à-dire les pays qui garantissent les droits des obtenteurs pour leur développement d'une variété. Nombre de pays du Sud sont récemment devenus membres de l'UPOV, en raison des pressions subies pour adhérer à l'UPOV, dans le cadre des négociations d'accords bilatéraux de libre échange avec les Etats Unis ou l'Union Européenne. Il existe diverses versions ou actes de l'UPOV. La plupart de ces pays adhèrent à l'acte le plus récent, celui de 1991, qui limite grandement l'autonomie des paysans et des paysannes par rapport à leurs semences. Souvent, ces lois très restrictives et même punitives sont appelées « **lois Monsanto** », en référence à cette très grande et très puissante société multinationale, qui contrôle une très grosse part du marché des semences industrielles (voir aussi encadré page 18).



Semences de haricots



La Via Campesina est le mouvement international qui rassemble des millions de paysannes et de paysans, de petits et de moyens producteurs, de sans terre, de femmes et de jeunes du monde rural, d'indigènes, de migrants et de travailleurs agricoles. Elle défend l'agriculture durable de petite échelle comme moyen de promouvoir la justice sociale et la dignité. Elle s'oppose clairement à l'agriculture industrielle et aux entreprises multinationales qui détruisent les personnes et l'environnement.

La Via Campesina regroupe environ 150 organisations locales et nationales dans 70 pays d'Afrique, d'Asie, d'Europe et des Amériques. En tout, elle représente environ 200 millions de paysannes et de paysans. C'est un mouvement autonome, pluraliste et multiculturel, sans affiliation politique, économique ou autre.

En savoir plus: [www.viacampesina.org](http://www.viacampesina.org)



Secrétariat International:

Adresse: Jln. Mampang Prapatan XIV no 5 Jakarta Selatan, Jakarta 12790 Indonesia

Tel/fax: +62-21-7991890/+62-21-7993426

Email: [viacampesina@viacampesina.org](mailto:viacampesina@viacampesina.org)

Web: [www.viacampesina.org](http://www.viacampesina.org)